

# SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

page\*2:  
Editions Page deux

EDITIONS  
SYLÉPSE



SPARTACUS



NewPolitics



LES utopiques  
CAHIER DE RÉFLEXIONS



### *Les Cahiers de l'antidote*

Après les Gilets jaunes, la pandémie du Covid, la Colombie et la Birmanie, les éditions Syllepse poursuivent la publication d'ouvrages accessibles à tous et toutes qui éclairent sur les enjeux des convulsions d'un monde qui n'en finit pas de semer la misère, la souffrance et la guerre.

Les éditions Syllepse se sont associées pour cette série sur l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine aux éditions Page 2 (Lausanne), M Éditeur (Montréal) et Spartacus (Paris), aux revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), aux sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, ainsi qu'au blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris), au Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et au Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

#### BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

*À l'encontre*: <https://alencontre.org/>

Centre Tricontinental: [www.cetri.be/](http://www.cetri.be/)

*ContreTemps*: [lesdossiers-contretemps.org](http://lesdossiers-contretemps.org)

Éditions Page 2: <https://alencontre.org/>

Éditions Spartacus: [www.editions-spartacus.fr](http://www.editions-spartacus.fr)

Éditions Syllepse: [www.syllepse.net](http://www.syllepse.net)

*Entre les lignes, entre les mots*: <https://entreleslignesentrelesmots.blog/>

*Europe solidaire sans frontières*: [www.europe-solidaire.org](http://www.europe-solidaire.org)

*Les Utopiques*: [lesutopiques.org](http://lesutopiques.org)

M Éditeur: <https://m-editeur.info/>

*New Politics*: [newpol.org/](http://newpol.org/)

Réseau syndical international de solidarité et de luttes: [laboursolidarity.org](http://laboursolidarity.org)

LES CAHIERS DE L'ANTIDOTE, « SPÉCIAL UKRAINE », N°5, 22 AVRIL 2022

ÉDITIONS SYLLEPSE

69, RUE DES RIGOLES – 75020 PARIS

ISBN: 979-10-399-0061-4

Illustrations: DR; p. 94: d'après une image de L'Atelier au fond à gauche, 2021.

Images: DR

# TABLE DES MATIÈRES

LA DIALECTIQUE DES ARMES, DU SABLE ET DES LIVRES

5

LA BOTTE RUSSE, UNE MENACE POUR L'ÉDITION UKRAINIENNE  
DÉCLARATION DES ÉDITIONS MEDUSA (KYIV) ET SYLLEPSE (PARIS)

7

ELLE AVAIT VU PASSER LES CHARS

9

## **PAR TOUS LES MOYENS NÉCESSAIRES**

UKRAINE

LES FORCES DE DÉFENSE TERRITORIALE ET NOTRE ENGAGEMENT

12

BÉLARUS

POURQUOI LE BÉLARUS NE S'EST PAS ENCORE JOINT À L'INVASION DE L'UKRAINE

15

RUSSIE

RENCONTRE AVEC LA RÉSISTANCE FÉMINISTE RUSSE À LA GUERRE DE POUTINE

17

ALLEMAGNE ET BELGIQUE

LES MÉTALLOS ENVOIENT DES CONVOIS D'AIDE AUX MÉTALLOS UKRAINIENS  
QUI DÉFENDENT L'USINE D'ARCELORMITTAL À KRYVÝY RIH

20

SUÈDE

LES DOCKERS SUÉDOIS VONT BOYCOTTER LES BATEAUX RUSSES

22

UKRAINE ET BÉLARUS

TÉMOIGNAGES DE SYNDICALISTES

23

BÉLARUS

ARRESTATION DE DIRIGEANTS SYNDICAUX

45

## **LA PAROLE À SOTSIALNYI RUKH**

47

## **PRISES DE POSITION**

UNE FOIS DE PLUS: LES SOCIALISTES DOIVENT-ILS SOUTENIR OU S'OPPOSER À L'ENVOI D'ARMES?

57

L'UKRAINE ET LA GAUCHE: FATALISME GÉOPOLITIQUE ET HISTORICISME MORAL  
59

NON À L'OTAN OU LA CRISE IDENTITAIRE DE LA GAUCHE ESPAGNOLE  
65

LA LUTTE POUR L'AUTODÉTERMINATION DE L'UKRAINE  
69

QUELQUES RÉFLEXIONS À PROPOS DE L'UKRAINE  
81

**BOÎTE ALERTES**

RUSSIE

LES RÉDACTEURS DU MAGAZINE ÉTUDIANT « DOXA » CONDAMNÉS À DEUX ANS DE TRAVAIL FORCÉ  
88

BÉLARUS

L'ACTIVITÉ DE LA MAISON D'ÉDITION MEDISON SUSPENDUE PAR LE MINISTÈRE DE L'INFORMATION  
93

## LA DIALECTIQUE DES ARMES, DU SABLE ET DES LIVRES

PATRICK SILBERSTEIN

C'est un cocktail à la fois étonnant et détonnant que les éditions Syllepse ont concocté avec les Brigades éditoriales de solidarité. S'opposer à la guerre et exiger des armes. Demander des armes et s'opposer à la militarisation. Soutenir l'Ukraine en armes et soutenir la Russie dissidente qui déserte. Donner la parole aux solidarités combattantes – celle des cheminots biélorusses, des convois syndicaux, des dockers scandinaves – et rester muet (de stupeur, voire de colère) devant ceux qui, au contraire, bloquent les acheminements d'armes destinées à la résistance ukrainienne. Appuyer la gauche ukrainienne qui prend les armes et la gauche russe qui prend la parole malgré le talon de fer poutinien. Fournir des gilets pare-balles aux syndicalistes sous le feu russe et publier les armes de la nuit des maisons d'édition et des revues ukrainiennes étouffées par la guerre et dispersées par l'exil.

Oui, nous «prions» Saint-Javelin pour qu'il aide cette République – certes plus qu'imparfaite – envahie, martyrisée, pillée, violée, bombardée, dévastée... Oui, avouons-le, nous avons, applaudi quand le navire amiral russe s'est abîmé au fond de la mer Noire. Oui, nous avons été soulagés que l'étau se soit desserré autour de Kyiv et nous avons exulté devant la défaite du rouleau compresseur russe. Que serait-il advenu de la «paix» et du «neutralisme» si Kyiv avait été prise et qu'une marionnette du Kremlin y avait été installée au pouvoir? Sans doute aurait-il fallu renégocier le prix du gaz et du blé?

Contraint au repli, l'impérialisme russe se prépare à la bataille du Donbass, laquelle pourrait bien décider du sort de la guerre et de l'Ukraine. Pour que les troupes russes se retirent d'Ukraine, les armes et la poudre vont encore être nécessaires. Pour que l'Ukraine retrouve sa liberté, il faudra aussi que la poudre se transforme en sable, ces petits grains de rien du tout qui grippent les moteurs et oxydent le blindage mental des conducteurs de chars. Pour cela, il faut que l'armée et les citoyen·nes d'Ukraine tiennent bon. Malgré la terreur. Pour que ces petits grains de sable s'infiltrerent dans les consciences et enraient la machine de guerre de l'impérialisme russe, il faut que l'Ukraine résiste. Pour que les hommes du Kremlin s'entredéchirent, il faut que l'Ukraine résiste. Pour que les peuples de Russie se libèrent du knout poutinien, il faut que l'Ukraine résiste.

Barcelone et Guernica, Dien Bien Phu et Da Nang, sont (re)venus hanter nos discussions. Des lieux, si proches et si lointains, des symboles, des souvenirs de contrebande, des leçons surtout. «Apprendre à penser», nous enjoignait un vieux compagnon. «Apprendre à penser<sup>1</sup>», avec la guerre et contre

---

1. Imaginez, nous disait-il, qu'une colonie se soulève contre la métropole coloniale et qu'une puissance concurrente, poussée par ses propres intérêts, envoie des armes aux rebelles. La gauche de la puissance concurrente doit-elle s'opposer à l'envoi d'armes aux rebelles? Non, bien sûr. D'ailleurs, insistait-il, si les dockers de cette puissance se mettaient en grève, ils devraient faire une exception pour les navires transportant l'aide aux rebelles. En revanche, leurs homologues de la métropole coloniale devraient tout faire pour empêcher l'envoi d'armes contre les rebelles. Cela signifie-t-il que la gauche cesse de lutter contre son propre gouvernement? Pas du tout! La puissance concurrente n'aide d'ailleurs les rebelles que pour affaiblir son ennemi et faire ensuite main

la guerre. C'est ce que nous essayons de faire en combinant le fracas des armes avec le silence de la mer. C'est ce que nous essayons de faire en soutenant l'effort de guerre du peuple en armes et ses expressions démocratiques en Ukraine. C'est ce que nous essayons de faire en soutenant la dissidence, les déserteurs et les saboteurs de Russie et du Bélarus.

Apprendre à penser et agir ensemble pour penser, c'est ce que nous faisons avec les éditions Medusa de Kyiv et les autres...

---

basse sur sa colonie. La gauche ne manquera pas d'alerter les rebelles sur les objectifs des pourvoyeurs d'armes. Si la barricade n'a que deux côtés, la politique concrète de l'internationalisme prolétarien a besoin que nous apprenions à penser.

## LA BOTTE RUSSE, UNE MENACE POUR L'ÉDITION UKRAINIENNE

### DÉCLARATION DES ÉDITIONS MEDUSA (KYIV) ET SYLLEPSE (PARIS)

L'agression militaire de la Fédération de Russie, le 24 février dernier, contre l'Ukraine constitue une violation délibérée du droit à la nation ukrainienne à exister et à déterminer librement son avenir. Les massacres, les viols, les tortures constituent des moyens de guerre de l'armée russe auxquels le peuple ukrainien oppose une résistance héroïque.

Si elle aboutissait, cette invasion, signifierait également pour les Ukrainien·nes une mise au pas idéologique et culturelle, la disparition de tout espace de réflexion, l'écrasement des libertés démocratiques élémentaires, d'expression et d'association.

Les éditions Medusa, maison d'édition indépendante de Kyiv, ont développé depuis plusieurs années un catalogue constitué de pensée libre, critique, émancipatrice. Un tel catalogue est insupportable aux maîtres du Kremlin. Les éditions Medusa, comme l'ensemble des autres éditeurs ukrainiens, sont actuellement en grave danger.

Les éditions Syllepse se sont engagées dans le soutien au peuple ukrainien en publiant plusieurs ouvrages. Cet engagement va se poursuivre et s'approfondir avec le soutien à l'édition ukrainienne.

Dans ce cadre, les éditions Medusa (Kyiv) et Syllepse (Paris) ont décidé de nouer un partenariat de solidarité et d'assistance.

Désormais, les ouvrages des éditions Medusa en langue ukrainienne seront disponibles et mis en vente par les éditions Syllepse, notamment sur son site [www.syllepse.net](http://www.syllepse.net).

Ainsi, nous voulons permettre à tous et toutes d'apporter un soutien aux éditions Medusa en acquérant un ou plusieurs de leurs livres dont le prix unitaire est de 5 euros (format PDF). Le produit de la vente de ces livres sera intégralement versé aux éditions Medusa.

20 AVRIL 2022



Saint-Petersbourg.  
(Photo: Feminist Anti-War Resistance)

## ELLE AVAIT VU PASSER LES CHARS

HANNA PEREKHODA<sup>1</sup>

PROPOS RECUEILLIS PAR ALINE ANDREY

Comment ça va ? « Depuis plus d'un mois, je ne sais pas quoi répondre à cette question », soupire Hanna Perekhoda. Assistante et doctorante en histoire et en sciences politiques à l'Université de Lausanne, elle se trouve depuis le 24 février en première ligne dans les manifestations contre l'invasion russe. « La première semaine, je ne dormais plus, je ne mangeais plus », raconte celle qui, depuis, consacre tout son temps et toutes ses forces à son peuple sous les bombes. « J'ai une grande capacité de dépersonnalisation, je ne ressens plus rien, j'agis. C'est mon mécanisme de défense », analyse la fer de lance du Comité de solidarité avec le peuple ukrainien et les opposants russes à la guerre, qui mobilise, dénonce et récolte de l'argent pour l'envoi de médicaments en Ukraine.

### SOUS SES YEUX, DES CHARS RUSSES

Le monde a basculé pour Hanna Perekhoda qui, en début d'année, a passé un mois en Russie pour ses recherches sur la section soviétique du Secours rouge international (organisation de soutien aux révolutionnaires communistes), sujet de sa thèse. Quelques jours avant son retour en Suisse prévu le 19 février, elle voit passer un convoi de centaines de chars militaires. « J'ai compris qu'ils se dirigeaient vers mon pays. J'ai filmé, alors que je voyais les Russes autour de moi détourner le regard et s'éloigner, comme s'ils

avaient peur. J'ai pleuré, pleuré pendant des heures. » Hanna Perekhoda ne peut toutefois imaginer qu'une guerre aussi sanglante va s'abattre sur son pays. « Les horreurs s'intensifient avec les massacres à tendances génocidaires de civils », assène-t-elle. Or, cette guerre a commencé déjà en 2014 dans le Donbass. « Ma ville, Donetsk, a été envahie. Je n'ai plus pu retourner dans ma maison depuis, souligne celle qui étudiait alors déjà à la faculté des lettres de l'Université de Lausanne. À ce moment, j'ai décidé de changer de voie et j'ai recommencé mes études en sciences politiques. J'avais besoin de comprendre. »

### FAMILLES DÉCHIRÉES

Ni aisés ni politisés, ses parents ont tout misé sur l'éducation de leur fille unique pour lui offrir un avenir meilleur. Sa mère, fleuriste, et son père, chauffeur de taxi, viennent de se réfugier en Pologne. Son grand-père maternel aussi. « À 85 ans, il a dû monter dans un bus d'évacuation pour Moscou, avant de prendre l'avion pour Istanbul, Berlin et enfin la Pologne. Ma grand-mère paternelle, elle, est restée à Donetsk. Depuis des années, elle ne regarde que la télévision russe et est donc persuadée que Poutine va la sauver », raconte Hanna Perekhoda dont l'histoire familiale est emblématique de ce territoire déchiré.

« La situation est mal comprise d'ici. Les russo-phones n'ont pas forcément de liens avec la Russie. La langue nous vient d'une longue histoire de domination coloniale russe. Ceux qui sont nés, comme moi, après l'indépendance en 1991, sont totalement bilingues. Les tensions ne sont aucunement linguistiques ou ethniques. Les différences, propres à toutes

---

1. Hanna Perekhoda est ukrainienne. Elle vit en Suisse depuis presque dix ans, elle participe au réseau européen de solidarité avec l'Ukraine.

les sociétés, sont tout simplement instrumentalisées par la Russie pour polariser et manipuler la population, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières; pour lui faire croire, par exemple, que tous ses problèmes viennent de la disparition de l'Union soviétique, et non pas de la captation des richesses par une petite élite qui ne pense qu'aux profits. Cette propagande médiatique est en grande partie responsable de cette guerre, explique Hanna Perekhoda. Quand il n'y a plus ni bien ni mal, que les théories du complot sèment le doute, les conditions pour la violence se trouvent réunies.»

Elle met en garde contre la persistance des inégalités sociales qui génèrent des oppressions au sein et entre les États, avant d'approfondir encore la question: «Face aux catastrophes humaines et écologiques en cours, nous devons sortir de cette logique productiviste et de profits!»

### EMBARGO SUR LES MATIÈRES PREMIÈRES

Au quotidien, Hanna Perekhoda est en contact avec ses amis ukrainiens soit au front ou en exil, et avec ses amis russes dont la liberté d'expression est anéantie. «On assiste à un suicide public de Poutine, et il emmène son peuple avec lui dans la tombe. L'État russe, dans sa forme actuelle, risque de ne pas survivre et cette désintégration pourrait être malheureusement violente, car des conflits sont latents, dans le Caucase, le Tatarstan, la Sibérie...»

Pour la militante, les sanctions doivent être renforcées contre les oligarques russes milliardaires, mais aussi contre les fonctionnaires millionnaires présents ici. «Si le peuple suisse fait preuve de compassion et de solidarité dans son accueil, le gouvernement et les élites économiques rechignent encore à appliquer de véritables sanctions. Or, sanctionner les oligarques,

c'est mettre la pression sur le pouvoir. La Suisse, plaque tournante des matières premières, et l'Union européenne doivent renoncer à l'achat de gaz et de pétrole russes immédiatement! L'envoi d'armes performantes aux Ukrainiens est également essentiel.» Autant de moyens pour obtenir un retrait des troupes russes et la fin de la guerre, selon Hanna Perekhoda qui ne se risque à aucune prédiction, «sauf que le coût de la reconstruction sera énorme. D'où l'importance d'annuler la dette extérieure de l'Ukraine». Ses rêves? «J'espère que la guerre finisse bientôt, que la société ukrainienne puisse préserver la capacité de solidarité et d'auto-organisation qu'elle démontre aujourd'hui, pour construire une société plus juste; et que la société russe puisse se percevoir non plus comme un empire, mais comme une démocratie.» Quant à ses projets personnels? «Ils ont tous volé en éclats. Ma thèse est en suspens. Je ne sais plus où est ma maison, mais je serais heureuse d'en avoir une un jour.»

13 AVRIL 2022

Paru dans *L'Événement syndical*

**PAR TOUS LES MOYENS NÉCESSAIRES**

## UKRAINE

# LES FORCES DE DÉFENSE TERRITORIALE ET NOTRE ENGAGEMENT

### COMITÉ DE RÉSISTANCE<sup>1</sup>

Le Comité de résistance est un réseau de militants libertaires et antifascistes qui ont rejoint les forces de défense territoriale et résistent par les armes à l'agression impérialiste russe. Une cinquantaine d'entre eux ont rejoint une unité pour combattre ensemble; d'autres ont rejoint les unités qui étaient proches d'eux. De nombreux Biélorusses qui ont fui la dictature de Loukachenko se sont également joints à eux. Les activités des combattants varient selon l'endroit où ils ont rejoint les unités – de simples tâches de patrouille à l'aide à la destruction des chars et des positions d'artillerie russes. Solidarité est un réseau de militants qui n'ont pas pris les armes mais qui s'efforcent de fournir des équipements aux militants antiautoritaires des forces de défense territoriale, tels que des gilets pare-balles, des kits médicaux et d'autres équipements tactiques que l'État n'est pas en mesure de fournir ou est trop lent à le faire. Cette initiative (Solidarité) apporte également du travail humanitaire dans les endroits où elle le peut.

*Sur votre site internet, je vois que vous participez à la résistance armée. Qu'est-ce que cela signifie? Comment êtes-vous organisés?*

La défense territoriale est organisée comme l'armée régulière et agit comme une infanterie légère,

sans armes lourdes. En général, ses membres restent dans la ville ou le village où ils ont été formés pour le défendre. Il existe de nombreux exemples de défense territoriale qui ont défendu avec succès leurs villes contre l'armée russe régulière, sans ou avec très peu de soutien de l'armée ukrainienne. Les forces de la défense territoriale ont également participé à de nombreuses attaques de guérilla contre des convois russes, le plus souvent dans les régions du nord de l'Ukraine. Dans les endroits où la défense territoriale combat aux côtés de l'armée régulière, elle est parfois utilisée pour lancer des attaques éclair sur les positions russes, afin de harceler les lignes ennemies et de les épuiser. Dans d'autres endroits, où les combats n'ont pas eu lieu, la défense territoriale effectue des patrouilles, dissuadant ainsi l'armée russe de tenter une invasion. Dans un certain sens, cela permet aux forces régulières de se concentrer sur des tâches plus importantes.

*Quelle est la relation entre vos actions armées et l'armée ukrainienne? Qui en assure le commandement?*

Les forces de défense territoriale sont sous le contrôle opérationnel de l'armée ukrainienne et peuvent être utilisées comme unités auxiliaires si le commandement opérationnel le décide. Ce sont des forces entièrement volontaires, mais elles perçoivent des soldes. La plupart des commandants en place sont d'anciens militaires de l'armée qui ont pris leur retraite, mais ont repris les armes après l'invasion.

---

1. Interview par la rédaction de *Sozialistische Zeitung* (SoZ) (Allemagne).

Les personnes qui le souhaitent peuvent être transférées dans l'armée régulière sur demande si l'armée accepte leur candidature.

*Des milliers de volontaires étrangers ont pris les armes en Ukraine. De quel genre de personnes s'agit-il? En Allemagne, l'Office de protection de la Constitution s'inquiète que des groupes d'extrême droite y apprennent l'art de la guerre.*

La Légion étrangère ukrainienne est officiellement composée de personnes ayant déjà une expérience militaire; celles qui n'en ont pas peuvent se voir attribuer des rôles auxiliaires qui n'impliquent pas de combat. Les personnes qui sont venues ici déclarent le plus souvent qu'elles sont venues se battre pour la démocratie et pour empêcher les crimes de guerre russes.

Évidemment, il y a des gens venus d'un large éventail de milieux politiques, qu'ils soient de gauche, de droite ou du centre.

Bien sûr, il n'y a aucune garantie que certaines personnes ayant des opinions d'extrême droite ne puissent pas trouver un moyen d'y entrer, mais en général la Légion étrangère est organisée de telle manière qu'il est peu probable qu'elle puisse devenir un terrain d'entraînement pour une organisation si la personne n'a pas eu une telle expérience auparavant.

Les volontaires biélorusses sont très actifs. Comme je l'ai déjà mentionné, certains d'entre eux ont rejoint le Comité de résistance, mais des personnes aux convictions libertaires et démocratiques ont rejoint une unité spéciale biélorusse qui a maintenant la taille d'un régiment et qui prévoit de se rendre au Bélarus pour y lancer une révolution afin de renverser le dictateur Alexandre Loukachenko une fois la guerre terminée en Ukraine.

*Êtes-vous attaqués par des groupes d'extrême droite?*

Des membres de l'organisation Misanthropic Division<sup>1</sup> ont attaqué deux militants antiautoritaires à Lviv. Les militants se sont rendus dans un magasin militaire pour chercher des gilets pare-balles pour leurs camarades et ont été frappés par des membres de la Misanthropic Division, l'un des militants a eu le doigt cassé. Cependant, même certaines organisations d'extrême droite n'ont pas approuvé cette attaque, la qualifiant de stupide.

*Vous vous appelez la résistance anti-autoritaire. Comment parvenez-vous à vous distancer de la politique gouvernementale – et également en ce qui concerne l'après-guerre?*

Malheureusement, ce n'est pas une guerre où il y a de la place pour la pureté idéologique ou pour un quelconque choix. Le régime de Poutine est extrêmement autoritaire, sans liberté d'expression ou de réunion, avec la suppression et le meurtre d'opposants politiques, de fausses allégations criminelles contre des militants, y compris les anarchistes, des attaques contre la communauté LGBTQ+.

Lorsque l'invasion a commencé, j'ai supposé que de nombreux militants politiques ukrainiens, qu'ils soient de droite, centristes ou de gauche, seraient mis en prison par le gouvernement fantoche que Poutine mettrait en place, et que la liste m'inclurait probablement. Après le massacre de Boutcha, il est clair que mon hypothèse était trop optimiste, tous les activistes politiques (ou les personnes qui seront suspectées d'activisme) seront carrément assassinés. De plus, les massacres atteindraient probablement l'ampleur d'un génocide, car les propagandistes russes disent déjà ouvertement que tous ceux qui sont dans l'armée ukrainienne ou qui l'aident devraient être considérés

---

1. NdT: la Misanthropic Division (en français: Division misanthrope) est une organisation néonazie créée en 2013 en Ukraine.

comme des « nazis » et donc purgés. Cela concerne au moins des centaines de milliers de personnes, mais plus probablement des millions, car la majorité de la population soutient l'armée ukrainienne d'une manière ou d'une autre.

Il s'agit donc à la fois d'une lutte pour la survie et pour la préservation des libertés politiques fondamentales dont nous disposons. Nous considérons que cette situation est assez similaire à celle des anarchistes espagnols, qui ont combattu sous le commandement opérationnel de l'armée républicaine espagnole contre le soulèvement de Franco, et qui ont ensuite rejoint l'Armée française de libération pour lutter contre le nazisme. Alors que beaucoup de gens parlent de « nazisme ukrainien », l'extrême droite a perdu tous ses sièges au Parlement lors des dernières élections et a réduit sa présence dans les rues, et que le régime de Poutine ressemble de plus en plus au fascisme.

*Qu'attendez-vous de la solidarité internationale de la gauche ?*

Malgré les « sanctions » en 2014 et le soutien proclamés à l'Ukraine, les pays de l'OTAN ont ensuite vendu d'énormes quantités d'équipements militaires à la Russie, pour des millions d'euros. L'Allemagne a été le deuxième plus grand fournisseur de ces armes, avec plus de 130 millions d'euros en 2015–2020. Ces armes sont maintenant utilisées pour tuer des Ukrainiens.

Voilà pour l'argument « l'OTAN arme l'Ukraine ». Maintenant, alors qu'une guerre à grande échelle a commencé et que les crimes de guerre sont commis quotidiennement par l'armée russe, il n'y a pas d'autre option pour empêcher de nouvelles pertes de vies civiles qu'une défaite militaire des unités russes opérant sur le territoire ukrainien. Je demande donc

à la communauté internationale de gauche de soutenir, ou du moins de ne pas bloquer, les livraisons d'armes à l'Ukraine, ainsi que de nous soutenir. Je comprends que cela puisse être difficile, étant donné que la gauche a passé des décennies à critiquer les politiques de l'OTAN. Cependant, la politique d'une partie de la gauche « Je soutiendrais n'importe qui tant qu'il est contre les États-Unis et l'OTAN » a clairement montré ses failles, entraînant des crimes de guerre massifs de dictatures dites « antiaméricaines ».

Jusqu'à présent, la communauté internationale a fait preuve d'une solidarité étonnante avec les réfugiés d'Ukraine, et nous lui en sommes reconnaissants. J'espère que cet accueil chaleureux servira d'exemple pour toutes les crises à venir. Et de telles crises surviendront certainement dans un avenir proche : l'Ukraine a exporté des millions de tonnes de nourriture vers le Moyen-Orient et l'Afrique, nourrissant plus de 300 millions de personnes dans ces régions. La menace de la faim dans ces régions est presque imminente. Je suppose que nous sommes à l'aube de nombreux conflits dans le monde, aux conséquences horribles, qui se répercuteront sur tous les autres pays. La gauche internationale doit s'y préparer, tant en théorie qu'en pratique.

Pour l'instant, vous pouvez soutenir les réfugiés ou l'opération Solidarité par le biais de [www.nowar.help/en](http://www.nowar.help/en). Il s'agit d'un site web où vous pouvez trouver la manière de le faire, soit par des dons, soit par tout autre moyen que vous jugez préférable.

13 AVRIL 2022

Publié par *Europe solidaire sans frontières*

Traduction Patrick Le Tréhondat

## BÉLARUS

# POURQUOI LE BÉLARUS NE S'EST PAS ENCORE JOINT À L'INVASION DE L'UKRAINE

Comme nous l'avons déjà indiqué dans «Les cheminot·es du Bélarus entrent en action» (*Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 4), la résistance clandestine du Bélarus perturbe les transports militaires russes et empêche Loukachenko de se joindre directement à l'invasion de l'Ukraine. Complice du Kremlin, le régime biélorusse a fait du pays une des bases arrière de l'invasion de l'Ukraine. Pourtant, son armée n'est pas (encore) entrée directement dans la guerre. Pourquoi? Le journaliste biélorusse Igor Ilyash revient dans *Open Democracy* sur le rejet de la guerre qui se manifeste dans la société biélorusse et sur le mouvement de résistance qui a entravé les plans du régime... et de Moscou. Le risque d'une crise politique majeure si le Bélarus entrait directement dans la guerre «est très probablement l'argument que Loukachenko a utilisé dans ses négociations avec Poutine sur la participation directe de son pays à l'invasion russe», écrit Igor Ilyash: «Une armée opérant dans ce genre d'atmosphère chez elle est potentiellement peu fiable, au point de provoquer mutineries et révolutions.» Nous publions ici des extraits de son article paru le 12 avril.

«La manifestation la plus frappante du mouvement antiguerre du Bélarus sont les actes de résistance sur le réseau ferroviaire. En réponse à l'invasion de

l'Ukraine, une vague de sabotage a déferlé sur le pays: les opposants à la guerre ont tenté de rendre les chemins de fer inutilisables et d'empêcher le matériel militaire russe de circuler sur le territoire biélorusse.»

Si la population s'est engagée dans des actions de résistance, c'est qu'avec la terreur déclenchée par le régime depuis les élections de 2020, «le prix à payer pour descendre dans la rue est si élevé que certains Biélorusses se sont tournés vers l'action clandestine.»

Les médias indépendants, nous confirme Igor Ilyash, ont qualifié ces actions de nouvelle «bataille du rail», ce qui n'évoque pas le film de René Clément terme mais «les attaques des partisans biélorusses contre les lignes de chemin de fer pendant l'occupation nazie». Les auteurs de ces actions de résistance sont désormais désignés comme des «partisans». *Open Democracy* indique que selon le ministère de l'intérieur, il y aurait eu à ce jour 80 actes de sabotage.

Igor Ilyash nous fournit une description précise des actes de sabotage: «Ils mettent le feu aux systèmes de signalisation pour que ceux-ci cessent de fonctionner sur certaines sections du réseau ferroviaire, ce qui oblige les trains à circuler à petite vitesse (15 à 20 km/heure).» Ces actions, rappelle le journaliste, ne visent pas à faire dérailler des trains militaires, ni à provoquer des accidents qui pourraient provoquer des blessés.

Ces actions complètent celles des «cyberpartisans» qui ont désactivé le réseau informatique de la

compagnie des chemins de fer à la fin du mois de février, dont nous avons fait état précédemment. « Ces faits ont été confirmés par le directeur de la société des chemins de fer ukrainiens qui tout en indiquant qu'il n'en "préciserait pas les détails" a remercié les cheminots biélorusses pour ce qu'ils ont fait ».

Pour empêcher les sabotages, continue Igor Ilyash, le gouvernement « a intensifié les patrouilles sur les sites ferroviaires » et annoncé que « les forces de sécurité considéreraient que toute action contre les sites ferroviaires serait considérée comme un acte de terrorisme ». Leurs auteurs seraient désormais passibles de la peine de mort. Le pouvoir a annoncé qu'« on ne négocie pas avec les terroristes et qu'on ne peut que les détruire ». Les forces de sécurité sont autorisées à ouvrir le feu : « Il a été rapporté, écrit le journaliste biélorusse que celles-ci avaient ouvert le feu sur des personnes qui avaient mis le feu à une armoire relais dans l'ouest du Bélarus. » Des arrestations ont eu lieu il y a une dizaine de jours à la suite de l'incendie d'armoires-relais dans les régions de Bobruisk et de Borisov.

Viasna, l'organisation de défense des droits humains, rapporte que depuis le déclenchement de la « bataille du rail », les forces de sécurité ont effectué des raids dans les villes proches des sites de sabotage – Stolbtsy, Dzerzhinsk et Baranovichi. Les domiciles des personnes connues pour avoir déjà participé à des manifestations ont été perquisitionnés et leur téléphone ont été contrôlés : « Si des abonnements à des chaînes Telegram de l'opposition étaient découverts, elles étaient arrêtées<sup>1</sup>. »

---

1. Des Biélorusses ont également été arrêtés pour avoir modifié des articles sur Wikipédia, pour avoir critiqué la guerre dans des conversations privées ou pour avoir attaché un ruban bleu et jaune dans un lieu public.

Par ailleurs, comme nous l'avons déjà indiqué, une quarantaine d'employé·es des chemins de fer ont également été arrêtées : « Leurs "vidéos de repentance" – où elles expriment devant la caméra leurs regrets pour leurs actions – sont ensuite apparues sur des chaînes de médias sociaux contrôlées par les autorités. Ici, écrit Igor Ilyash, le principe de « dissuasion préventive » est à l'œuvre ».

Il note également qu'on peut estimer à « plusieurs centaines de personnes les participants directs à ces actions et que cela signifie probablement l'implication de milliers de soutiens immédiats, y compris sur les réseaux sociaux ».

« La culture de protestation biélorusse a commencé s'est déplacée vers des formes de résistance souterraines et "partisanes" », rappelle Igor Ilyash :

Dans tout le pays, les gens sont devenus les yeux et les oreilles de Bélaruski Gaiun, un service de surveillance qui enregistre les mouvements des troupes russes sur le territoire du Bélarus, les lancements de missiles, les décollages et les atterrissages d'avions militaires. Ils sont ainsi en mesure de transmettre des informations sur les cas où des soldats russes envoient en Russie, via le Bélarus, des objets prétendument pillés en Ukraine, y compris des voitures saisies.

Anton Motolko, un des animateurs cette initiative, a rapporté à *Open Democracy* que son mouvement recevait « environ 1 000 messages par jour [alors même que] les personnes qui envoient des informations à Bélaruski Gaiun risquent également d'être poursuivies et d'être contraintes de se "repentir" devant les caméras ».

12 AVRIL 2022

[Opendemocracy](#)

Traduction et adaptation Patrick Silberstein

## RUSSIE

# RENCONTRE AVEC LA RÉSISTANCE FÉMINISTE RUSSE À LA GUERRE DE POUTINE

VIKTORYA KOKOREVA ET ELLA ROSSMAN

Début mars, des féministes russes ont uni leurs forces et organisé la Résistance féministe contre la guerre (FAR), actuellement le mouvement antiguerre le plus organisé de Russie. Viktorya Kokoreva interroge Ella Rossman, féministe et historienne russe, membre de la coordination du FAR.

*Quelles sont les caractéristiques de votre résistance à la guerre?*

Notre mouvement essaie maintenant d'arrêter la guerre par tous les moyens possibles. Lorsqu'elle a commencé, toutes les féministes russes étaient bien sûr en état de choc, en raison de la manière dont cette guerre contre les civil·es a été menée depuis le début et parce que notre État a décidé d'envahir le territoire d'un État souverain indépendant.

Mais elle a également porté un coup à tout ce que nous faisons en Russie depuis de nombreuses années. Au cours des dix dernières années, le mouvement féministe s'est développé activement – en fait, nos militantes ont fait ce que les organisations et les organes de l'État auraient dû faire, comme apporter un soutien aux femmes subissant des violences domestiques.

Après le début de la guerre, toute cette lutte a été anéantie. Il y aura plus de pauvreté et plus de violence en Russie, surtout avec toutes les sanctions.

Personne ne comprenait cette guerre, alors les féministes sont devenues la première force d'opposition en Russie à créer une association antiguerre. Aujourd'hui, nos deux principales lignes d'action sont de protester et d'informer. D'une part, nous rassemblons des groupes féministes dans toute la Russie – plus de 45 groupes féministes ont été organisés dans différentes villes.

Des groupes situés en dehors du pays se joignent également à nous : en Italie, en Suisse et aux États-Unis, par exemple, ils ont manifesté sous notre logo. Nous organisons des manifestations de rue contre la guerre et demandons au gouvernement de l'arrêter. Des groupes à l'étranger demandent que les gouvernements locaux fassent pression sur le gouvernement russe.

Et la seconde chose que nous faisons, c'est informer. En Russie, avant même le début du conflit, la plupart des médias indépendants étaient bloqués ou fermés. Aujourd'hui, les sites de médias sociaux sont bloqués ou ralentis par le gouvernement. Les gens obtiennent très peu d'informations indépendantes : ils reçoivent surtout de la propagande d'État.

Notre première méthode est de distribuer des tracts, la seconde est de mener des campagnes en ligne que nous lançons régulièrement sur les réseaux sociaux. Nous le faisons non seulement sur Instagram, mais aussi sur les réseaux sociaux ; par exemple, sur Odnoklassniki [une plateforme de médias sociaux russe populaire auprès des personnes âgées de 40 à 70

ans], nous avons lancé des parodies de ses messages «Envoyez ça à sept amis et vous serez heureux». Mais nous les avons appelées «lettres de malheur» et avons rédigé un texte antiguerre avec des informations sur les victimes.

*Même distribuer des tracts antiguerre en Russie est très dangereux maintenant. Quels conseils donnez-vous à ceux qui protestent ?*

Toute manifestation est très dangereuse aujourd'hui. En raison des nouvelles lois sur la trahison de la patrie (jusqu'à vingt ans d'emprisonnement) et sur les fausses nouvelles (jusqu'à quinze ans), il est interdit de diffuser toute information sur la guerre autre que celle approuvée par le ministère de la défense. Tout·e manifestant·e dans la rue est arrêté·e, même si les piquets de grève isolés ne sont pas encore interdits dans notre pays.

Plusieurs de nos jeunes femmes ont déjà été arrêtées par la police pour avoir collé des tracts, c'est pourquoi nous avertissons ouvertement nos volontaires que c'est dangereux. Nous avons une chaîne Telegram qui décrit nos outils de sécurité de base – nous vous suggérons de vous préparer à la distribution de tracts comme pour aller à une manifestation : «Allez toujours avec quelqu'un d'autre, ayez un téléphone chargé et de l'eau, restez en contact les un·es avec les autres, et ayez à portée de main les coordonnées des avocats du département OVD-info [organisation russe de défense des droits humains qui fournit une première assistance juridique lors des manifestations].»

Pour les campagnes en ligne, nous disposons également d'un mécanisme de communication sécurisé sur internet : nous expliquons ce que sont les messageries cryptées, où vous pouvez chatter, où non, et quelle application utiliser pour qu'elle supprime toute votre correspondance lorsque vous êtes arrêté.

Telegram est également devenu dangereux, car sa correspondance est souvent utilisée pour vous accuser de «terrorisme téléphonique» et d'extrémisme. Par ailleurs, je surveille le comportement des autres groupes dans l'espace en ligne et je leur signale régulièrement s'ils se mettent en danger.

*Comment la répression a-t-elle affecté les FAR ?*

Actuellement, je dirais que nous sommes les plus organisés de Russie. Avant la guerre, Yulia Tsvetkova [illustratrice militante qui dessinait des bandes dessinées sur les droits des femmes] a été emprisonnée pour pornographie et Anna Dvornichenko [spécialiste des études de genre et organisatrice de festivals féministes] a été pratiquement expulsée du pays. Notre groupe a fait l'objet de nombreuses répressions, mais comme, dans le même temps, les femmes sont toujours sous-estimées dans la culture patriarcale russe, on ne s'attendait pas à ce que nous devenions une force politique.

Notre groupe central est délibérément restreint pour ne pas nuire à l'efficacité de notre travail. Nous demandons à tous les groupes féministes des différentes villes de s'auto-organiser et de discuter de manière indépendante des actions que nous leur proposons, et non de rejoindre notre groupe. C'est une question de sécurité, car s'ils s'en prennent à nous, il restera de nombreuses cellules autonomes capables de continuer à fonctionner par elles-mêmes.

De plus, certains d'entre nous ont déjà quitté le territoire russe car la police est déjà au courant de nos activités et de nombreux militants ont déjà été perquisitionnés et arrêtés sous l'accusation de «terrorisme téléphonique». Ce type d'accusation est un nouveau moyen pour la police de suspendre les activités des militants pendant un certain temps et de les intimider.

*Pouvez-vous nous en dire plus sur le comportement de la police pendant les manifestations ?*

Le 6 mars, nous avons plusieurs colonnes de femmes dans le cadre de l'action antiguerre en Russie. Beaucoup de nos jeunes femmes ont participé dans différentes villes. La même nuit que les arrestations, nous avons reçu des informations sur plusieurs cas de passages à tabac et de torture de jeunes femmes par la police. Des cas de violences sexuelles commises par des policiers ont également été signalés à Saint-Petersbourg.

Et maintenant, le Conseil des droits humains en Russie a annoncé que le ministère de l'intérieur et le Comité d'enquête mènent une inspection dans l'un des commissariats de Brateevo, où l'une de nos jeunes femmes a enregistré un enregistrement audio montrant des agents en train de la battre et de la forcer à répondre à leurs questions. À propos, elle a déclaré plus tard que, dans son enfance, son père la battait souvent. Dans cette situation, elle a gardé la tête froide et a réussi à mettre l'enregistreur en marche.

Le 8 Mars, nous avons organisé une action mondiale en mémoire des morts ukrainiens. Nous avons proposé aux femmes de Russie de se rendre aux monuments de la Seconde Guerre mondiale, présents dans chaque ville et village, et de déposer des fleurs en signe de protestation. Dans le monde entier, 112 villes ont participé. C'était particulièrement important pour les petites villes, où les jeunes femmes pensaient être les seules à être contre la guerre. Elles sont donc allées aux monuments et ont vu un tas de couronnes, de cartes postales et d'affiches antiguerre, et ont été surprises. Elles ont pris conscience qu'elles n'étaient pas seules.

*Quel travail faisiez-vous dans la société russe avant que la guerre n'éclate ?*

Eh bien, il existe une idée fausse en Europe selon laquelle l'égalité des sexes en Russie a été atteinte sous les bolcheviks, mais ce n'est pas vrai, même d'un point de vue historique. Et dans la Russie post-soviétique moderne, les choses ont empiré : ces dernières années, la possibilité d'avorter a été sévèrement limitée, la période pendant laquelle on peut le faire a été réduite, et si une femme décide d'interrompre sa grossesse, de nombreuses cliniques ont rendu obligatoire la consultation de prêtres.

En Russie, il n'y a pas de loi sur les violences domestiques, la peine maximale pour ce crime est une amende, nous n'avons pas de protection normale pour la famille, il n'y a pas de structures offrant une protection. Les féministes se sont longtemps battues pour cette loi, mais elle n'a jamais été adoptée. Toutes nos structures d'accueil et le travail psychologique avec les victimes de violence sont assurés par les efforts des bénévoles et sans le soutien de l'État.

Les féministes tentent d'humaniser la société russe. La société a une très grande tolérance à l'égard de la violence : si un·e élève est battu·e à l'école, eh bien, iel est réprimandé·e, si un homme bat une femme, eh bien, les choses s'arrangent.

Les féministes sont en train de changer ce point de vue, d'expliquer et de montrer que l'on peut vivre différemment, que garder le silence sur la violence, ce n'est pas normal. La compréhension de ce problème progresse. Des jeunes hommes, profémnistes, ont commencé à nous rejoindre, à participer à nos actions.

Cependant, nous pensons que la guerre nous ramènera de nombreuses années en arrière dans ce domaine.

4 AVRIL 2022

Source: [Green Left](#), revue internationale du renouveau socialiste

## ALLEMAGNE ET BELGIQUE

# LES MÉTALLOS ENVOIENT DES CONVOIS D'AIDE AUX MÉTALLOS UKRAINIENS QUI DÉFENDENT L'USINE D'ARCELORMITTAL À KRYVYÏ RIH

L'usine d'ArcelorMittal à Kryvyï Rih, dans l'est de l'Ukraine, est l'une des plus grandes usines sidérurgiques du monde. Elle emploie 24 000 travailleurs et réalise l'extraction et le traitement du minerai de fer, ainsi que la production d'acier. Le syndicat de l'usine, le Syndicat des métallurgistes et des mineurs d'Ukraine, est affilié à Industrial All Global Union.

terre si l'approvisionnement en électricité était interrompu. Puis, le 3 mars, les travailleurs ont soigneusement fermé les hauts fourneaux – un processus compliqué qui prend sept à dix jours pour être réalisé en toute sécurité – ont creusé des défenses antichars et construit des abris.

Malgré les sirènes de raid aérien et les bombes



Peu après l'invasion russe de l'Ukraine, le 24 février, les troupes russes ont avancé jusqu'à 10 km de Kryvyï Rih. Les cadres supérieurs de l'entreprise, dont beaucoup d'expatriés, ont été évacués en Pologne, laissant les cadres locaux, le syndicat et les travailleurs sur place.

Les opérations minières ont d'abord été fermées, par crainte que les mineurs ne soient piégés sous

qui atterrissent régulièrement à proximité du site, les militants syndicaux sont restés sur place pour coordonner les secours aux militaires, aux forces de défense territoriale, aux hôpitaux et aux travailleurs, et pour aider à l'évacuation des femmes et des enfants. Près de 1 600 travailleurs ont été incorporés dans les forces de défense territoriale et ont dû trouver d'urgence des équipements de protection.

La responsable du syndicat de l'usine, Natalya Marynyuk, a envoyé un appel pressant aux métallurgistes d'autres pays, leur demandant un soutien politique et une aide humanitaire :

Le peuple ukrainien vous est très reconnaissant d'avoir été aux côtés de l'Ukraine ces jours terribles. Beaucoup d'entre vous ont rejoint les manifestations pour la paix, demandant la fin de la guerre de Poutine contre l'Ukraine et notre peuple. Ce sont vos actions qui forcent les gouvernements hésitants à agir et à imposer des sanctions contre la Russie.

Natalya Marynyuk ajoutait à sa déclaration une liste de fournitures humanitaires essentielles qui étaient nécessaires.

Les travailleurs de l'usine ArcelorMittal de Brême, en Allemagne, ont été les premiers à réagir par l'intermédiaire de leur syndicat, IG Metall, en envoyant un convoi de médicaments, de vêtements chauds, de sacs de couchage, d'extincteurs et de générateurs à la frontière polonaise, où les marchandises ont été reçues par leurs homologues ukrainiens.

L'usine de Brême a convoyé un deuxième envoi début avril, et les membres du syndicat ACV Puls de l'usine ArcelorMittal de Gand, en Belgique, ont également organisé un envoi.

À la fin du mois de mars, les forces russes avaient été repoussées à environ 70 km de l'usine, et bien que le danger persistait, le syndicat a fait valoir avec force que la production devait redémarrer pour maintenir la base économique de la ville. Le 2 avril, les travaux de redémarrage du haut-fourneau n° 6. Le four a été rallumé le 9 avril, et la fonte brute peut maintenant être produite et l'acier fabriqué. Le syndicat a exigé que la direction revienne d'exil pour diriger l'usine. L'usine doit maintenant faire face à la difficulté de transporter l'acier, car les ports de la

mer Noire ne sont pas accessibles. Les travailleurs ne se sentent toujours pas en sécurité car les combats se poursuivent à proximité, et ceux qui ont quitté la ville ne sont pas encore revenus travailler.

L'aide de solidarité internationale est incroyablement importante pour notre syndicat en temps de guerre, parce qu'elle inspire et remonte le moral, parce que nous sentons que nous ne sommes pas seuls dans la lutte pour notre pays, pour la liberté et les valeurs européennes, et aussi parce que grâce à nos formidables collègues des syndicats étrangers, nous avons la possibilité de fournir les choses nécessaires à nos employés, qui défendent maintenant Kryvyï Rih et l'Ukraine.

12 AVRIL 2022

Publiée par Réseau syndical international de solidarité et de luttes

Traduction Patrick Le Tréhondat

VOIR LA VIDÉO

TRADE UNION SOLIDARITY CONVOY TO UKRAINE

[www.youtube.com/watch?v=jGt8RGpOrpY&t=7s](https://www.youtube.com/watch?v=jGt8RGpOrpY&t=7s)

## SUÈDE

# LES DOCKERS SUÉDOIS VONT BOYCOTTER LES BATEAUX RUSSES

Le 31 mars 2022, le syndicat suédois des travailleurs des transports a déclaré : «Le blocus des navires russes, battant pavillon russe et sous contrôle russe à partir du 1<sup>er</sup> mai 2022. Nos membres ne traiteront plus avec ces navires après cette date.»

Nous publions la déclaration de ce syndicat ainsi que la [vidéo](#) de syndicalistes ukrainiens des transports qui remercient le syndicat suédois et appellent à la généralisation du boycott<sup>1</sup>.

### DÉCLARATION DU SVENSKA TRANSPORTARBETAREFÖRBUNDET

Le Syndicat des travailleurs des transports a discuté de la question d'un éventuel blocus des ports suédois contre les navires russes depuis que la Russie a attaqué l'Ukraine. Nous avons un dialogue permanent avec les employeurs dans le cadre du modèle suédois. Le syndicat suédois des travailleurs des transports estime que ce sont les décideurs suédois qui doivent gouverner la politique étrangère et de sécurité suédoise, et non un syndicat. Par conséquent, nous avons attendu jusqu'à maintenant pour émettre un avis.

Le syndicat croit toujours qu'une décision sur une approche commune de l'UE sur la question est la meilleure, mais maintenant la situation est telle que nous choisissons d'agir.

Le syndicat suédois des travailleurs des transports est à cent pour cent avec l'Ukraine dans la guerre et

nous sommes prêts à agir immédiatement en solidarité avec nos camarades syndicaux et avec les citoyens ukrainiens. Par conséquent, nous déclarerons le blocus des navires russes, battant pavillon russe et sous contrôle russe à partir du 1<sup>er</sup> mai 2022. Nos membres ne traiteront plus avec ces navires après cette date. La question du blocus est extrêmement compliquée car seule une très petite partie des navires marchands russes fait escale dans les ports suédois. L'effet d'un blocus non coordonné par l'UE risque d'avoir très peu d'impact.

Espérons que cela puisse faire pression sur d'autres pays de l'UE pour qu'ils agissent, a déclaré Tommy Wreeth, président du Syndicat des travailleurs des transports. Il peut y avoir une pénurie de certains produits. C'est la raison pour laquelle nous reportons notre avis d'un mois. Pour donner aux entreprises la possibilité de trouver des fournisseurs autres que russes et qu'elles puissent ramener chez elles des marchandises déjà achetées et payées qui sont déjà en route vers la Suède, a ajouté Tommy Wreeth.

Cette décision est principalement valable jusqu'au 31 mai 2022, mais peut être prolongée.

31 MARS 2022

Publiée par [Réseau syndical international de solidarité et de luttes](#)

Traduction Patrick Le Tréhondat

---

1. La vidéo est sous-titrée, [www.youtube.com/watch?v=AmnSay5plFk](http://www.youtube.com/watch?v=AmnSay5plFk).

## UKRAINE ET BÉLARUS

# TÉMOIGNAGES DE SYNDICALISTES

Le présent document constitue le verbatim de la visioconférence organisée le 25 mars entre 25 dirigeants syndicaux d'Ukraine et du Bélarus et une centaine de camarades de la CGT, pour la plupart dirigeants confédéraux ou de fédérations.

La CGT a pris l'initiative d'organiser cet événement pour rendre compte de la réalité de la guerre en Ukraine en prenant appui directement sur la parole des camarades syndicalistes de ce pays. Il s'agit de l'échange le plus important organisé au sujet de la guerre entre syndicalistes d'Ukraine, du Bélarus et de France. Il en ressort une parole crue et sans fard sur les horreurs en cours, exprimée par des camarades au cœur de ces événements tragiques, ne perdant pas de vue, malgré la brutalité du contexte, leurs rôles de syndicalistes.

La Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU), est la première et principale organisation syndicale du pays, héritière de la branche ukrainienne du Conseil central des syndicats soviétiques. La FPU, après 1992, a perdu beaucoup d'adhérents passant de 25 à 8,7 millions en quinze ans pour dépasser encore largement les cinq millions à l'aube du conflit. Selon la FPU, ces départs sont dus à plusieurs facteurs : une défiance vis-à-vis des organisations syndicales ; des changements dans la structure des syndicats et surtout des raisons économiques. En effet, sur 100 départs, 25 seraient dus à une décision personnelle et 75 à la fermeture des entreprises (source : enquête sociologique produite en 2010 à l'occasion d'un congrès de la FPU).

La FPU, reste néanmoins le principal acteur syndical du pays. Sur l'ensemble des salariés, le taux de syndicalisation revendiqué par la FPU est de plus de 30 %. Elle compte 44 fédérations de branches et 27 régions. En temps de paix, elle se caractérise par son caractère de masse et son opiniâtreté à défendre les garanties collectives et le Code du travail face aux attaques dont ils ont pu faire l'objet par les gouvernements successifs, depuis 1992. On peut considérer que la CGT développe des relations fraternelles avec cette organisation depuis sa création (et même avant, de facto). Tous les ans, nous avons l'habitude, avant la guerre, de recevoir une importante délégation de la FPU pour une formation à Courcelle. La FPU est actuellement présidée par Grigory Osovy.

La Confédération des syndicats indépendants d'Ukraine (KVPU) revendique 268 000 adhérents et est la deuxième confédération syndicale en Ukraine. La Fédération des mineurs est la plus importante en son sein avec plus de 50 000 adhérents, suivie de la fédération de l'enseignement, la fédération des cheminots, des salariés du métro et des personnels navigants (transport aérien). De nouvelles fédérations sont en cours de structuration par exemple dans l'agro-alimentaire. Elle est actuellement présidée par Mikhaïlo Volynets et Natalya Levytskaya en est l'une des vice-présidentes. Les seules ressources de la KVPU sont les cotisations.

La CGT développe depuis plusieurs années des relations fraternelles et de solidarité avec les syndicats des mineurs et des métallurgistes de Kryvyi Rih, plus

grand combinat métallurgique d'Europe où la KVPU est bien implantée. Le secrétaire de l'union locale de Kryvyi Rih faisait partie des intervenants à la journée internationale organisée à la veille du congrès confédéral de Dijon.

Le Congrès des syndicats démocratiques du Bélarus (BKDP) voit officiellement le jour en 1993. Sa création résulte du rapprochement des nouveaux syndicats indépendants qui éclosent dans le pays dès la fin des années 1980 et de quelques fédérations professionnelles qui quittent la FPB (syndicat officiel ayant des liens organiques avec le régime de Loukachenko). La naissance du mouvement syndical indépendant est très étroitement liée à l'exercice effectif du droit de grève et à sa contestation par Loukachenko. Une autre ligne de fracture essentielle avec le syndicalisme officiel passe par le refus d'accepter dans ses rangs la direction des entreprises. Avec l'arrivée de Loukachenko au pouvoir, la mise sous pression du syndicalisme indépendant devient une constante. Le BKDP fait face au refus des autorités d'enregistrer légalement ses syndicats de base, leurs membres étant sommés de rejoindre les syndicats officiels sous la menace de licenciements. Le BKDP est systématiquement écarté de la négociation collective au niveau local comme national. Ses effectifs sont aujourd'hui de l'ordre de 10 000 membres déployant leur activité syndicale dans une constante adversité. Les militants du BKDP ont pris une part active à l'explosion sociale qui a suivi l'élection présidentielle de 2020, ont animé un grand nombre de comités de grèves et plusieurs de ses dirigeants, dont le président Alexandre Yaroshuk, ont piloté le comité national de coordination des grèves. Le BKDP est adhérent à la CSI, tandis que la FPB, soutien sans faille du régime de Loukachenko est membre de la FSM.

Quelques éléments sur l'origine des participants.  
Parmi eux:

- 21 sont dirigeants de la FPU, dont son président;
- 3 sont dirigeants de la KVPU (dont deux femmes);
- le président du BKDP;
- les villes et régions ukrainiennes représentées étaient Kirovohrad, Poltava, Kryvyi Rih (région de Dnipropetrovsk), Lviv, Ternopil, Rivne, Tchernivtsi, région de Transcarpatie et bien sûr la région capitale Kyiv, qui au moment du webinaire se trouvait encore encerclée et sous le feu de l'armée russe.

Fédérations professionnelles participantes:

- la Fédération des travailleurs de la santé
- la Fédération des travailleurs de l'aérospatiale et de la machine-outil de l'Ukraine
- la Fédération de l'électronique et de la machine-outil de l'Ukraine
- la Fédération des métallurgistes et des mineurs
- la Fédération de l'industrie minière de l'Ukraine;
- la Fédération des travailleurs d'aviation de l'Ukraine
- la Fédération de l'industrie et de l'énergie nucléaire de l'Ukraine

Avant la réunion, nos camarades de la FPU nous ont indiqué que les unions régionales de Tchernihiv, Kharkiv, Kherson, Mykolaïv auraient aimé participer. Elles n'ont pas pu le faire en raison de la destruction des locaux syndicaux par les bombardements russes, rendant la connexion impossible ou précaire.

## SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

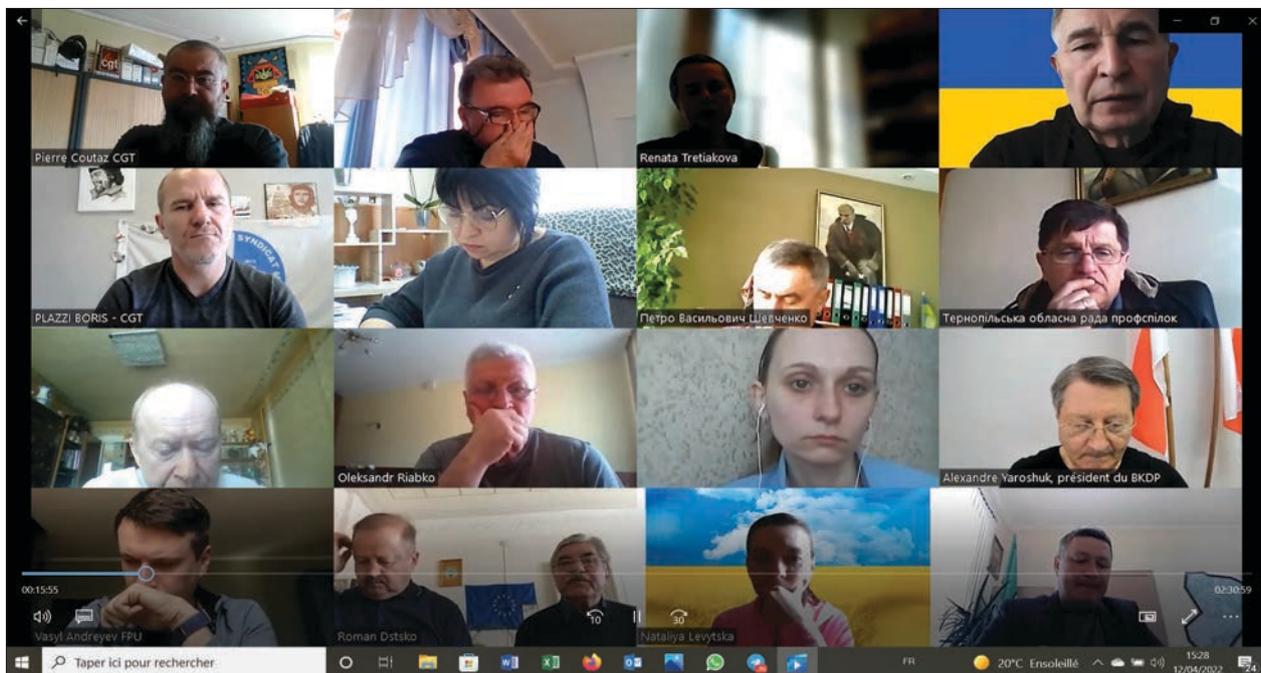
PIERRE COUTAZ, ANIMATEUR ESPACE INTERNATIONAL  
CGT

Je vous propose de commencer. J'ai du mal à dire que nous avons beaucoup de plaisir à vous retrouver parce que la situation est tragique et que le terme de plaisir ne se prête absolument pas à ce que vous vivez quotidiennement. Cependant, c'est pour nous extrêmement important d'organiser cette demi-journée d'échanges avec un tel nombre de syndicalistes ukrainiens. Je vous remercie côté Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU) ou côté Confédération des syndicats indépendante d'Ukraine (KPVU).

Je vous remercie grandement de consacrer du temps à cet échange. C'est pour nous extrêmement précieux et d'une incroyable richesse de pouvoir entendre vos voix dans ce moment tragique et dramatique. Alors je voudrais simplement, en guise

d'introduction, dire que nous n'avons pas découvert l'Ukraine le 24 février dernier sous les bombes. Pour nous, la coopération avec l'Ukraine, c'est une solidarité, une fraternité qui a déjà trois décennies et que nos coopérations avec la FPU aussi bien qu'avec la KPVU ne datent pas d'hier. Je veux rappeler ici qu'en temps normal, nous avons depuis une quinzaine d'années un accord de coopération et d'échange qui nous permet de vous accueillir dans notre centre de formation à Courcelle.

Et je vois d'ailleurs que Vassili Shilov et Viatcheslav Maïboroda sont connectés aujourd'hui, eux qui sont venus à Courcelle avec des délégations de dix à quinze camarades, de responsables fédéraux et régionaux de la FPU dans un échange qui est apprécié aussi bien de notre côté que du vôtre. Nous espérons revenir à cette normalité des échanges aussi vite que



possible. Je voudrais rappeler aussi qu'avec la FPU ou au congrès de la CES à Paris, Grigori Osovy avait eu l'occasion de déjeuner avec Philippe Martinez et la question des relations entre l'Europe et l'Ukraine nous préoccupait déjà. Nous avons aussi participé en novembre 2013, au moment des mobilisations de l'Euromaïdan, à un séminaire organisé par votre organisation, qui était très intéressant sur le syndicalisme de lutte. Il avait lieu à Kyiv et la CGT y était représentée. Nous avons pu à l'époque exposer notre longue histoire et notre compréhension justement de l'articulation entre syndicalisme de masse, syndicalisme de lutte et partager avec nos camarades de la KVPU, bien des considérations.

Je voudrais rappeler aussi, puisque je sais qu'il est connecté, que l'intervention de Yuri Samoïlov, secrétaire de l'union locale de la Kryvyï Rih, avait été fortement remarquée et appréciée au moment du congrès de la CGT à Dijon, en mai 2019. Toutes ces relations s'inscrivent dans une longue durée et par conséquent, le 24 février, lorsque nous avons entendu cette effroyable agression de la Russie contre l'Ukraine, nous n'en croyions pas nos oreilles tant elles paraissaient impossibles à se représenter. Très rapidement la CGT a condamné cette effroyable agression et l'impérialisme que dénote cette attitude belliqueuse absolument scandaleuse de la Russie.

Et nous avons donc œuvré à faire en sorte d'exprimer notre solidarité avec nos camarades d'Ukraine, ce que nous avons fait dans toutes les réunions syndicales depuis. Mais pour nous, encore une fois, ce qui est important, c'est de vous entendre et par conséquent d'organiser cet échange. J'ai envie de dire quasiment de direction à direction puisque côté ukrainien, vous êtes 21 à participer à cet échange. Il y a aussi notre camarade du Bélarus Alexandre

Yaroshuk du BKDP qui est connecté et à qui nous donnerons la parole.

Je précise aussi que nous avons tenté hier encore, d'avoir avec nous nos camarades de Russie, de la KTR. Mais malheureusement, la situation de répression et la fascisation du régime russe ne leur permettent pas aujourd'hui de se connecter en toute sécurité pour exprimer leurs sentiments pacifistes. Donc nous devons malheureusement nous passer de leur voix aujourd'hui.

Je vais donner la parole dans un instant à Grigori Osovi, président de la FPU et Natalya Levytskaya, vice-présidente de la KVPU. Je propose qu'ensuite nous vous écoutions en fonction de là où vous nous parlez à la fois secteur professionnel, région d'Ukraine, confronté à cette guerre effroyable. Nous vous donnerons la parole, nous vous écouterons.

De l'autre côté de l'écran, côté français, sachez en tout cas qu'un grand nombre de fédérations professionnelles de la CGT sont connectées et qu'un grand nombre de membres de la direction confédérale de la CGT sont connectés aussi. Je n'ai pas encore fait le tour de l'ensemble des connectés, mais nos fédérations de la santé, des services publics, des marins, des ports et docks, des activités postales, de l'éducation, des fonctionnaires, des transports, des cadres de la métallurgie sont connectés, mais aussi nos unions régionales de Lorraine, d'Île-de-France. J'en oublie certainement. Il y en a d'autres qui se sont connectés depuis. Je vous prie d'excuser tous ceux que j'oublie et que je ne cite pas.

Et puis, nous avons aussi élargi cette réunion à plusieurs camarades d'autres organisations syndicales françaises. La CGT, avec notamment Solidaires et la FSU, qui sont deux autres organisations connectées à ce séminaire, ont proposé à l'ensemble des autres organisations et de façon commune de construire

un convoi intersyndical pour l'Ukraine à très brève échéance pour marquer de façon concrète notre solidarité avec le peuple ukrainien qui résiste.

Je vous propose de passer la parole à nos camarades ukrainiens.

GRIGORY OSOVY, PRÉSIDENT DE LA FPU

Nous avons eu de très bon partenariat avec nos camarades français comme la CGT et certaines de ses fédérations. Nous avons visité la France, nous avons accueilli nos chers camarades français ici en Ukraine. Merci, merci beaucoup pour votre aide en temps de paix, mais malheureusement aujourd'hui, c'est la guerre. C'est une guerre cynique déclenchée par la Russie contre l'Ukraine. Nous devons concentrer nos efforts pour empêcher cette agression russe lancée par le régime de Poutine. [...]

Chaque jour, des civils sont tués, des enfants des dizaines et des centaines d'immeubles, de maisons sont détruits, des écoles maternelles, des écoles secondaires. C'est une catastrophe alimentaire et humanitaire pour plusieurs régions de notre pays, des régions qui sont déjà occupées ou bien des régions qui sont encerclées par les occupants qui empêchent les convois humanitaires. [...]

À ce jour, la moitié de nos entreprises ne fonctionnent plus. Et bien sûr, les conséquences de cette guerre vont durer pendant des mois. Nous voulons évidemment que la paix soit rétablie, que la guerre finisse pour que notre pays puisse se développer et être reconstruit. [...]

Je viens de parler avec une employée de notre fédération syndicale. Cette employée a été dans les zones occupées pendant deux semaines dans la région de Tchernihiv, pas loin de Kyiv. Elle a fait un témoignage terrible. Elle a dit que les soldats russes volent les marchandises dans les magasins, agressent des personnes. C'est une démonstration de l'attitude

envers la population civile. Il y a beaucoup de témoignages identiques d'Ukrainiens qui seront une base pour des investigations judiciaires. [...]

C'est la Russie qui a peur de l'Ukraine. Elle a peur du peuple ukrainien, de notre pays parce que nous combattons pour notre indépendance. Nous voulons rester un pays démocratique et social. Un pays qui est accueillant pour tout le monde, pour tous les travailleurs et où toutes les conditions pour le développement soient créées. Le régime autoritaire de Poutine et la position impérialiste de la Russie ne supportent pas cette liberté de leurs voisins. C'est pourquoi ils essaient de détruire notre liberté et de créer ici un territoire comparable au leur. [...]

En Ukraine, nous essayons de préserver l'infrastructure critique, les infrastructures de transport. Nous essayons d'assurer la sécurité alimentaire et l'alimentation en énergie. Les médecins travaillent dans les hôpitaux. Les membres de notre fédération travaillent pour aider les militaires et les civils. [...]

La FNPR (Fédération des syndicats indépendants de Russie) s'est exprimée en faveur de cette guerre dès le premier jour, des déclarations de soutien ont été publiées sur leur site internet. Ils ont déclaré qu'ils approuvent cette agression de Poutine. Ce n'est pas du tout la position que nous partageons et bien sûr, nous allons exiger à la CSI (Confédération syndicale internationale) d'exclure la FNPR de l'organisation parce que les syndicats démocratiques ne peuvent pas accueillir les organisations qui sont en faveur de la guerre et qui se prononcent en soutien de cette guerre. [...]

Dans les régions qui sont bombardées, là où les gens tentent de s'en aller, la Russie essaie de diriger les flux de réfugiés vers la Russie et la condition est de rester et de travailler en Russie pendant au moins

deux ans. Les syndicats russes sont en faveur de cette attitude. [...]

Bien sûr, cette action serait tout à fait juste. C'était la même chose dans d'autres organisations internationales qui ont adopté des résolutions pour soutenir notre position, pour condamner l'agression russe et soutenir la position de syndicats ukrainiens. Je m'adresse à vous avec cette demande, cet appel à soutenir notre demande d'exclusion des Russes. Notre fédération travaille, nous continuons à travailler là où les entreprises fonctionnent. Et là où il n'est pas possible de fonctionner, nous essayons de travailler à distance, de coordonner notre travail et d'apporter de l'aide matérielle et de distribuer l'aide que nous obtenons de la part des fédérations européennes. Nous vous remercions pour cette aide. C'est très important pour soutenir nos amis dans ce moment difficile. Merci, merci beaucoup.

NATALYA LEVYTSKAYA, VICE-PRÉSIDENTE DE LA KVPU

Depuis un mois, nous travaillons dans une réalité différente. Cette guerre dans les régions orientales de notre pays dure depuis huit ans. Mais le 24 février, le monde a changé. Notre pays a connu une agression de la Russie. Malheureusement, cette agression se fait en partie depuis le territoire biélorusse. Les Biélorusses avec les Russes détruisent notre pays, nos civils. Pourtant depuis un mois, nous luttons, nous protégeons notre pays, notre terre. Malgré toutes ces difficultés, nous avons démontré à tout le monde que nous allons nous protéger. [...]

Pour les syndicats, ils fonctionnent parfois, en distanciel, parfois dans nos bureaux, mais le but des organisations syndicales est d'aider les gens, d'aider nos membres. Malheureusement, il y a assez peu de représentants de nos régions parce que beaucoup de militants syndicaux se sont engagés dans l'armée.

Nous vivons des choses inimaginables. Des nazis russes et des fascistes russes jettent des bombes sur des civils, sur des hôpitaux. Pas loin d'ici, il y a des combats. Nos soldats essaient de chasser les occupants russes. Ce mois a démontré que le soutien de nos partenaires syndicaux est crucial. Je vous en remercie. C'est vraiment très important. [...]

Il est aussi très important pour nous de ne pas avoir de relations avec des syndicats qui sont en faveur de la guerre. Les syndicats qui soutiennent la guerre ne peuvent pas être membres des fédérations internationales. Je m'adresse donc à vous. Je vous demande donc de tout faire pour que les syndicats russes qui sont en faveur de cette guerre soient exclus de la Confédération internationale parce que nos organisations ici, luttent pour la paix. [...]

Je suis originaire de l'est de l'Ukraine et nous avons déjà connu la guerre parce que beaucoup de gens ont fui Donbass, et se sont déplacés vers Kyiv, vers Kharkiv et vers Marioupol. C'est la deuxième fois que nous avons connu la guerre, que nous avons dû quitter nos maisons et nous déplacer. Des millions de gens ont dû se déplacer vers l'ouest de l'Ukraine et il faut aider tous ceux qui ont souffert à cause de cette guerre. Presque 4 millions d'Ukrainiens ont dû quitter le pays et ont trouvé l'asile dans d'autres pays européens. Ce sont des enfants, des femmes, des adolescents. Nous devons protéger notre jeune génération. [...]

Nous devons protéger notre terre, nos enfants. Plus de 115 enfants sont déjà morts. Pourquoi sont-ils morts? Parce que Poutine n'aime pas l'Ukraine. Parce que Poutine n'aime pas notre indépendance. Mais nous sommes un pays indépendant. Nous décidons nous-mêmes qui est notre président et où nous voulons aller. Nous avons montré que l'Ukraine est un pays de gens libres. [...]

Vous voyez ce qui se passe dans nos villes? Marioupol, est une ville russophone. Kharkiv, la ville où l'on parle le plus russe, ces villes sont détruites. C'est inimaginable, ces choses qui arrivent à Marioupol dans des régions occupées par l'armée russe. Nous savons que là-bas ils détruisent des livres ukrainiens, des manuels ukrainiens, des livres patriotiques. Par exemple, dans la région de Kherson, ils essaient de forcer les professeurs et les instituteurs dans des écoles à faire des cours en russe. Ils essaient d'introduire la monnaie russe, le rouble, dans des régions occupées. La Russie essaie de promouvoir sa politique dans des régions occupées. Mais les gens résistent. Nous savons aussi que parfois, ils forcent les gens à quitter les territoires occupés pour aller en Russie. Il y a des postes de filtrage. Les gens sont employés dans des régions lointaines de la Russie et ils seront obligés d'y rester pendant au moins deux ans. Il s'agit en fait de déportations d'Ukrainiens vers la Russie. [...]

Quand je parle aux gens, aux gens qui ont connu l'occupation dans la banlieue de Kyiv, ce sont des pratiques nazies, ils entrent dans les maisons et ils peuvent fusiller les gens s'ils voient des mots patriotiques sur leurs portables, par exemple. [...]

Je ne sais même pas quoi dire à un pays qui se dit un grand pays comme la Russie et qui est en fait un agresseur, un voleur, ça c'est terrible. Mais nous allons résister. Nous allons vaincre parce que nous protégeons notre terre, notre patrie. [...]

Nous avons besoin d'aide, d'aide militaire. C'est notre pays qui en a besoin. Nous avons besoin d'aide humanitaire parce que la situation est difficile, critique, surtout dans les villes assiégées et occupées. Plus de 200 écoles et hôpitaux ont été détruits. Aujourd'hui à Kyiv, beaucoup d'enfants, beaucoup de civils passent leur journée dans le métro. Mais

pourquoi nos étudiants, nos enfants, doivent-ils se cacher? Ils se cachent parce qu'il y a une personne qui a pris la décision d'attaquer notre pays et qui pense que l'Ukraine est son ennemi. Mais l'Ukraine a toujours été un pays paisible. Nous n'avons jamais agressé personne, jamais dans notre histoire.

ALEXANDRE YAROSHUK, PRÉSIDENT DU BKDP

Merci pour avoir organisé cet événement. Malheureusement nous ne pouvons pas pour le moment aider nos frères ukrainiens sur le champ de bataille. Mais nous le voulons de tout notre cœur. Nous les avons toujours soutenus. Le 24 février, nous avons adopté une déclaration pour condamner l'agression russe contre l'Ukraine. Nous avons déclaré que malheureusement, cette agression se fait aussi depuis le territoire de notre pays et le régime de Loukachenko est aussi un régime fasciste, un régime criminel, comparable au régime de Poutine. C'est pourquoi ils sont ensemble. On a toujours dit que c'est Poutine qui est le premier bandit, mais c'est Loukachenko qui est le deuxième, qui aide Poutine. Nous exigeons le retrait des troupes russes du territoire ukrainien, mais aussi le retrait des troupes russes depuis le territoire biélorusse, parce que notre pays est aussi un pays occupé. Il n'y a pas de doute. Bien entendu, c'est certain, c'est une honte pour nous. Les avions qui décollent au Bélarus pour jeter les bombes sur nos frères. C'est honteux pour nous. Je demande pardon, je demande pardon à nos frères ukrainiens. [...]

Je vous demande aussi de comprendre que ce n'est pas la guerre du Bélarus contre l'Ukraine, ce sont les régimes de Loukachenko et de Poutine qui sont en guerre. Ils vont périr tous les deux et j'espère que leur fin arrivera assez tôt. J'espère que ce sera la fin de ces deux régimes. J'espère que cette fin sera accélérée par le peuple ukrainien qui lutte pour la liberté

de l'Ukraine mais aussi pour la liberté du Bélarus et du monde civilisé.

Pour ce qui concerne la FNPR, sachez qu'ils nous ont toujours supportés. Mais bien sûr, après tout ce qui est arrivé, il n'y a pas de doute que la communauté internationale va agir si la Confédération internationale des syndicats veut représenter la communauté internationale. Mais le fait qu'ils soutiennent l'agression fasciste ce n'est pas comparable avec leurs actions passées. Je pense donc que la communauté syndicale internationale ne doit pas avoir de doute. La seule décision serait d'exclure la FNPR de ses membres. C'est très important si nous voulons continuer à développer le mouvement syndical mondial. Parce que nous avons nos principes et nos valeurs. Leurs déclarations en faveur de la guerre vont à l'encontre de nos principes de valeurs. J'aimerais bien remercier encore une fois nos frères ukrainiens. Merci encore. Vive le Bélarus! Gloire à l'Ukraine! [...]

PIERRE COUTAZ

Merci, Alexandre. Je voulais souligner combien il est courageux pour toi d'intervenir sur ce champ-là parce que, tu l'as rappelé, ton pays, alors que tu es toujours en ce moment même au Bélarus, se rend coupable de soutenir militairement l'intervention en cours. Par conséquent, j'imagine que ce n'est pas toujours très simple de trouver l'espace pour dire les mots que tu nous as transmis aujourd'hui. Je l'ai précisé en démarrage de la conférence, qu'il y a aussi beaucoup de gens qui fuient la Russie. Il y a 1 000 personnes qui chaque jour quittent la Russie par la Finlande parce qu'ils ne peuvent plus soutenir cette intervention, et parce qu'ils n'ont plus l'espace pour le dire. Il a d'ailleurs beaucoup été question dans les interventions de l'exclusion d'une organisation russe, la FNPR. Je le précise, c'est une des deux

organisations russes affiliées à la Confédération syndicale internationale. La question de la suspension ne porte pas du tout sur une deuxième organisation russe qui s'appelle la KTR (Confédération des travailleurs de Russie) et qui, elle, n'a pas du tout eu les propos que la FNPR a eus dans les heures qui ont suivi l'invasion en soutenant la politique belliqueuse de Poutine. [...]

VASYL ANDREYEV, VICE-PRÉSIDENT DE LA FPU

Nous avons besoin d'aide humanitaire, de choses basiques, de quoi manger ou dormir. Comment soutenir nos enfants? Nos enfants qui doivent aller à l'école, nos enfants qui doivent poursuivre leurs études. Mais aujourd'hui, c'est impossible. C'est impossible pour les enfants. C'est impossible pour les adultes de continuer leur vie habituelle. [...]

Nous avons écouté notre collègue biélorusse. Nous comprenons que leur pays est occupé par un régime fasciste, kleptocrate, un régime qui organise des répressions contre leur peuple, qui cherche à agresser les voisins. Mais nous comprenons que Loukachenko a peur de donner des ordres à ses soldats d'envahir l'Ukraine. Parce que s'il le fait, c'est son dernier jour au pouvoir, parce que le Bélarus est aussi un pays occupé. Je lui en suis reconnaissant. [...]

OLESSIA BRIAZGOUNOVA, SECRÉTAIRE INTERNATIONALE DE LA KVPU

Je voudrais vous parler de l'influence de la guerre sur les femmes et les jeunes. Je voudrais vous dire que cette guerre ne respecte pas les règles d'engagement de guerre, les règles humanitaires et les règles humanitaires qu'on a dans le monde. On a parlé de pillages sur les territoires occupés et de meurtres aussi, mais on n'a pas parlé de viols, de violences faites aux femmes et il faut en parler. Il faut parler au nom de ces femmes qui ont été violées, qui ont

été battues et qui ont été massacrées, qui ont été tuées. L'ONU est en train de recenser et récolter ces données. On va devoir à l'avenir travailler avec les femmes qui ont été prises dans ce stress, qui ont souffert de cette violence et on aura besoin de psychologues spécialisés en la matière.

De plus, les femmes sont dans les sous-sols depuis un mois avec les enfants pour échapper aux bombardements. Ces femmes donnent naissance à leurs enfants dans le métro. Ce sont des femmes qui avaient une vie paisible, ce sont des personnes qui voulaient continuer une vie normale et elles doivent subir ça.

C'est horrible. Cette guerre a comme objectif, comme cible, les enfants, les femmes et les civils. Je voudrais également dire que la cible des Russes, c'est aussi l'économie. Marioupol est presque rasée. Comme Karkhiv, il s'agit de ville fortement industrialisée. [...]

Je voudrais vraiment aussi dire qu'il y a une tentative d'attaque sur les exploitations agricoles pour qu'on ne puisse pas ensemer le maïs aujourd'hui et pour qu'il y ait une crise alimentaire. Mais si on parle d'une crise alimentaire en Ukraine, on parle également d'une crise alimentaire en Europe et en Afrique. Il y aura des conséquences mondiales de cette crise ukrainienne. C'est du terrorisme pur et dur et c'est une situation vraiment dangereuse. [...]

En ce qui concerne les femmes, je voudrais également dire qu'aujourd'hui, les travailleuses ont énormément souffert parce qu'elles sont occupées pour la plupart d'entre elles, dans les hôtels, dans les services, le tourisme, le secteur tertiaire, et surtout dans le domaine privé. Et là, elles n'ont plus de travail. Il y a des mères célibataires avec des enfants et qui sont restées sans rien. Une partie de l'économie continue à fonctionner, mais c'est un coup dur pour des femmes travailleuses qui sont vraiment à la limite du seuil de

pauvreté et parfois en deçà. Heureusement qu'il y avait de l'aide humanitaire et qu'il y a des bénévoles, qu'il y a des vêtements qui arrivent. On est vraiment reconnaissant pour cela et donc pour chacun, chaque Européen qui nous envoie cela. Les travailleuses qui continuent à travailler, exercent leur métier sous des bombes, sous des missiles. On a aussi eu ce bombardement sur un train entre Lviv et Kramatorsk qui devait évacuer des civils et des enfants. Il a été bombardé. Celles qui travaillaient dans l'équivalent de la SNCF ukrainienne sont mortes à cause de ce bombardement. On a aussi des travailleuses évidemment qui travaillent au front avec les militaires dans l'oblast de Zaporijia, par exemple, pour les services d'urgence. Il y a beaucoup de femmes qui y travaillent, et aident à évacuer les militaires dans les hôpitaux. Ce sont aussi les femmes qui sont sous les balles, sous les bombardements. Je veux le souligner. C'est pour cela qu'on a besoin de votre soutien, de l'aide humanitaire, mais également l'aide financière de la part des États pour soutenir l'économie ukrainienne.

S'il n'y a pas de travail, il n'y a pas de vie sans le travail parce que les gens seront au seuil de la pauvreté. L'aide, quelle qu'elle soit, ne pourra pas vraiment leur redonner la vie qu'ils avaient avant. Il faut donc continuer à appeler la Russie à retirer ses troupes et aussi à faire retourner les déportés de Marioupol, de Donetsk et de Lougansk. Comme l'ont dit mes collègues, c'est une déportation. On leur prend leurs téléphones, leurs documents d'identité et ils seront exploités après en Russie. Je voudrais également vous rappeler que ces femmes déportées peuvent devenir victimes de traite, et donc de violence.

Je vous demande également d'aider au maximum les réfugiés, les femmes avec les enfants, de leur donner la possibilité d'obtenir des soins médicaux parce que ce sont des personnes qui fuient des zones, des

régions où ils ont vécu un stress énorme, surtout les enfants. Je vous demande également d'avoir des programmes qui pourraient aider spécifiquement les femmes pour éliminer la violence à l'égard des femmes. Parce qu'il y a des éléments, ce qu'on appelle des éléments criminels qui pourraient utiliser ces réfugiés pour la traite, pour la vente des corps humains. S'il vous plaît, essayez de suivre cette situation, essayer de vraiment contrôler. Comment l'aide est-elle fournie? Comment est-ce que les gens reçoivent de l'aide? Est-ce que les gens savent où aller chercher de l'aide?

Les jeunes hommes souffrent également, bien entendu à cause du chômage. Mais il y a également beaucoup de jeunes qui sont partis à la guerre, qui doivent protéger leur terre et qui font partie de ce qu'on appelle la défense territoriale. S'ils ne font pas cela, l'Ukraine sera détruite. Hier, ces gens travaillaient dans les mines, dans le transport, dans les centrales nucléaires. Des personnes comme des autres. Certaines de ces personnes ont été tuées pendant qu'elles défendaient leur patrie, ou pendant l'occupation. Nous devons également continuer à aider toutes ces personnes, les familles de ces personnes. Il y a parmi ces personnes des syndicalistes. Nous avons besoin de votre solidarité et d'informations fiables. Je sais qu'il y a eu des manifestations de soutien à l'Ukraine à Paris, c'est très important. Il y a cette guerre d'information, il y a une grande propagande y compris en Europe.

OLEXANDRE RYABKO, PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DES MÉTALLURGISTES ET DES MINEURS (FPU)

Aujourd'hui, l'Ukraine et ses militaires sauvent le monde entier de la troisième guerre mondiale. Croyez-moi, je n'exagère pas. C'est le 27<sup>e</sup> jour de cette horrible guerre que Poutine, un fasciste, a qualifié d'opération spéciale. Malheureusement, la plus

grande partie de la population russe croit cela et c'est une grande stratégie du pouvoir russe. Les fascistes russes essayent d'en convaincre également la communauté internationale et on voit dans certains pays naître parfois des doutes.

Le *blitzkrieg* n'a pas réussi. Aucune grande ville ukrainienne n'a été prise. Parmi les centres régionaux, seul Kherson est tombé. Mais les habitants de cette ville, Kherson résistent courageusement depuis des jours, sortent avec l'hymne national ukrainien et sortent protester contre ces occupants, contre ces terroristes. Ils montrent qu'ils ne veulent pas être des esclaves, mais ils veulent vivre dans un pays libre et démocratique. Cette résistance héroïque qu'on voit à Kharkiv, à Soumy, à Tchernihiv, à Marioupol, Mykolaïv, à Boutcha, à Hostomel, à Irpin. Dans Boutcha, Hostomel et Irpin des événements dramatiques se sont déroulés, car c'est la route vers Kyiv. Ces villes étaient peuplées de jeunes familles et aujourd'hui ces villes sont détruites.

En ce qui concerne la sidérurgie, la situation est très difficile. Le problème est que nos ateliers, nos usines se trouvent dans les zones de combats à Donetsk, à Mykolaïv et ailleurs. Il y a des combats juste à côté de Zaporijia, Kryvyi Rih. La plupart de nos entreprises sidérurgiques, travaillent aujourd'hui avec une capacité minimale. On essaie surtout d'aider les militaires et on envoie les gens dans la défense territoriale pour aider la population du point de vue humanitaire. Il y a peut-être juste une usine installée à Dnipropetrovsk qui fonctionne plus ou moins correctement. À Nikopol aussi il y a peut-être une usine qui fonctionne aussi et une autre à Zaporijia. Il y a aussi les entreprises minières qui continuent à fonctionner avec une capacité de 30 à 50 %. Mais comme vous le savez la sidérurgie aujourd'hui c'est-à-dire tout ce qui est train et laminoir ne fonctionne

pas. La situation est très difficile aujourd'hui dans ce domaine.

C'est le caractère barbare de cette guerre et de la manière dont les Russes mènent cette guerre qui peuvent être comparés à la Seconde Guerre mondiale. On s'en souvient, on se souvient vraiment des conséquences de cette guerre. Le monde était certain qu'en 1945, on a détruit le fascisme, le nazisme pour toujours, mais on a eu tort. Aujourd'hui, les fascistes russes sont arrivés chez nous dans notre maison ukrainienne, ils font chanter le monde avec le bouton rouge, le bouton nucléaire. On voit que parfois il y a des doutes. Dans certains pays européens, les gens ne se décident pas vraiment à envoyer de l'aide efficace.

L'armée russe est démoralisée et il y a beaucoup de prisonniers de guerre russes, on ne sait même pas quoi en faire. Ils ne prennent même pas leurs corps, les corps de leurs militaires qui sont morts. Malheureusement, cette guerre en Ukraine a modifié l'ordre mondial. Le 24 février, le terroriste Poutine a mis la croix sur les 400 ans d'amitié des peuples slaves. Le peuple ukrainien ne pardonnera jamais le meurtre de la population civile, la destruction de nos villes et les malheurs apportés par cette guerre.

Aujourd'hui, cette guerre en Ukraine a démontré que tout le système de sécurité mondiale a cessé d'exister. On a tous vu que l'OTAN était une organisation assez lourde, qui n'est pas capable de prendre de décision et qui ne peut pas vraiment réguler l'ordre mondial.

On a Poutine qui se fout complètement des accords internationaux. Personne n'y peut rien. Nous comprenons, nous, les Ukrainiens qu'à part nous-mêmes, il n'y a personne qui pourra nous protéger. C'est pour cela qu'on a besoin d'une armée forte et d'une économie forte. On a besoin de l'aide efficace et rapide de nos partenaires et de la société internationale.

Oui, on reçoit beaucoup d'équipements, beaucoup de matériel technique et on arrive à l'utiliser pour se battre. Merci beaucoup pour cette aide, mais le monde est en grand danger aujourd'hui. Et nous les Ukrainiens, on l'a compris en premier. Nous devons tous arrêter ce fascisme du 21<sup>e</sup> siècle. On pourra le faire uniquement si nous sommes unis et solidaires non seulement en paroles, mais également en actes et nous les syndicats, nous devons faire entendre notre position auprès de nos États et de nos gouvernements pour qu'ils puissent agir de manière décisive.

L'aide la plus importante qu'on pourrait avoir, c'est de fermer le ciel. L'ennemi a beaucoup de missiles et les tire depuis le territoire du Bélarus, de la Fédération de Russie, de la mer Noire. Malheureusement, ces missiles arrivent jusqu'en région où la situation est plus ou moins sécurisée, y compris jusqu'aux frontières polonaises. Il y a même les pays de l'OTAN qui pourraient être en danger et je pense que ce sont des provocations de la part des fascistes russes. C'est pour cela qu'on vous demande d'être actifs et que vous exigez de vos dirigeants de fermer le ciel au-dessus de l'Ukraine. Croyez-moi, si on ferme le ciel autour de l'Ukraine, on va vite gagner, on va vite gagner contre le fascisme.

On n'a aussi pas assez de gilets pare-balles, ni assez de casques, il nous en manque. Aujourd'hui, nos bénévoles essayent de faire quelque chose de manière artisanale, de bricoler quelque chose. Mais ces gilets artisanaux ne nous aident pas vraiment.

PHILIPPE MARTINEZ, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CGT

Bonjour à toutes et à tous et merci de prendre du temps pour échanger avec nous et nous expliquer en direct la situation que vous vivez. C'est important pour nous de vous écouter, de connaître les conditions dramatiques et inhumaines dans lesquelles vous vivez, mais aussi d'écouter vos demandes.

Ce que je veux vous rappeler c'est que la CGT condamne avec force l'invasion de l'Ukraine par les armées russes en violation de la souveraineté nationale ukrainienne, mais aussi en violation de tous les droits internationaux. La responsabilité de cette guerre incombe à Vladimir Poutine et à son régime. Sa décision fait basculer, et vous l'avez souligné, les relations internationales dans une période déjà instable, vers une période qui devient très dangereuse. Nous militons avec force pour le rétablissement d'une paix durable en Europe.

Cela passe par le retrait immédiat des troupes russes du sol ukrainien et le retour avec beaucoup plus de force d'une diplomatie internationale afin de dégager une solution respectueuse des droits des peuples et de l'autodétermination des peuples. Ce que je veux vous dire donc, dans ce contexte dramatique, c'est réaffirmer notre solidarité totale de la CGT vis-à-vis du peuple ukrainien.

La solidarité s'exprime de façon visible, et nous poussons pour qu'il y ait régulièrement, le plus régulièrement possible, des mobilisations de rue dans notre pays pour affirmer notre soutien face à l'agression que vous vivez. Le soutien des travailleurs et des travailleuses français et françaises vis-à-vis des travailleurs et des travailleuses ukrainiens et ukrainiennes, mais aussi de leurs organisations syndicales. Cela consiste aussi à informer le plus précisément de la situation que vous vivez avec vos collègues dans les entreprises, dans les services, et je pense que c'est important. Mais nous voulons aussi affirmer notre solidarité avec celles et ceux en Russie, et il y en a, qui exigent également la paix et qui vous le savez quand ils manifestent, sont lourdement sanctionnés et emprisonnés.

Nous voulons également réaffirmer notre solidarité avec les réfugiés qui fuient le conflit par centaines de

milliers, qui sont aux frontières européennes. Nous insistons pour que ces frontières s'ouvrent et qu'il puisse y avoir l'assistance nécessaire à tous ces réfugiés, d'où qu'ils viennent.

Je tiens à vous dire que des réfugiés ukrainiens sont arrivés en France et que la CGT avec ses organisations, avec ses syndicats, va ouvrir des centres d'hébergement dans les diverses localités afin que ces réfugiés, beaucoup de femmes, beaucoup d'enfants, vous l'avez dit, puissent être accueillis dans des conditions dignes. Et comme marque de solidarité, nous insistons pour pouvoir ouvrir des centres d'hébergement qui sont la propriété de la CGT à ces réfugiés d'Ukraine.

En termes de solidarité, nous insistons fermement contre le gouvernement français et les entreprises françaises présentes en Russie et qui à ce jour, refusent d'interrompre leurs activités, qu'elles soient industrielles ou commerciales, au nom de l'économie. Nous contestons le fait que l'économie puisse passer avant la vie des êtres humains et les massacres qui ont lieu en Ukraine et donc que nous sommes intervenus à plusieurs reprises vis-à-vis du gouvernement français. Les entreprises françaises sont le premier employeur étranger en Russie. Nous devons agir pour qu'il y ait interruption de ces activités avec maintien de salaire. Et je pense que vos témoignages vont nous y aider.

Enfin, nous vous informons que nous avons lancé en France un appel à la constitution d'un convoi de solidarité syndicale pour l'Ukraine avec l'ensemble des confédérations syndicales Françaises, afin non seulement d'afficher une solidarité, mais de faire une solidarité concrète en fournissant une aide matérielle, des produits de première nécessité et des soins pour la population ukrainienne victimes de la guerre. Nous avons besoin de vos témoignages, de

ces échanges, pour pouvoir vous acheminer au plus près du matériel dont vous avez besoin.

Vous l'avez dit, il faut qu'il y ait une solidarité concrète face à ce que vous vivez et donc je vous remercie encore de vos témoignages, des témoignages dramatiques qui nous permettent, qui vont nous permettre de relayer encore plus fort la situation que vous vivez dans votre pays et d'en informer au maximum la population française et les travailleuses et les travailleurs français.

Je vous remercie et je souhaite continuer à vous écouter. Merci de vos témoignages.

VALÈRE MATOV, PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE (FPU)

Merci pour cette possibilité de parler avec vous, parce que c'est très important, c'est très important de se regarder dans les yeux et pas seulement de lire les journaux. Cela aide à comprendre la situation qui existe actuellement en Ukraine. Je représente les travailleurs du nucléaire en Ukraine.

Nous sommes présents dans beaucoup d'entreprises, mais aussi dans quatre centrales nucléaires, y compris la centrale de Tchernobyl. Il y a des choses tragiques qui se passent là-bas. Mais, en plus, notre syndicat est actif aussi dans des entreprises qui luttent contre les désastres naturels et artificiels en Ukraine.

Je vais me concentrer sur la situation dans les centrales nucléaires, donc les centrales nucléaires en service qui génèrent l'électricité. Vous comprenez que ce sont des entreprises stratégiques très importantes du point de vue économique. Mais il y a aussi des entreprises dans l'extraction de l'uranium. J'aimerais justement attirer votre attention sur le fait suivant. La guerre dure depuis un mois déjà. Les Russes sont en train de piller l'Ukraine, mais il est important de se pencher sur ce qui se passe sur la centrale nucléaire de Tchernobyl. Pendant plusieurs dizaines de jours,

le personnel de la centrale a travaillé en violation de toutes les règles de sécurité imaginables. Il n'y avait pas de rotation, c'était impossible. Vous pouvez donc imaginer une personne qui est à son poste de travail depuis tant de jours, qui ne peut pas se reposer, qui vit dans des conditions qui ne sont pas normales. Hier, nous avons finalement fait une rotation partielle à la station de Tchernobyl.

Depuis plusieurs jours, la ville de Slavoutytch a été encerclée. La ville de Slavoutytch, c'est la ville où les travailleurs du nucléaire habitent. C'est une catastrophe humanitaire. Là-bas, nous essayons d'organiser des convois humanitaires pour leur envoyer de la nourriture, de l'eau et des choses basiques. Vous comprenez bien, c'est une région assez particulière. Même trouver de l'eau potable n'est pas facile. Il existe un deuxième problème dans cette zone; les occupants russes dans le territoire contaminé, le territoire autour de la centrale de Tchernobyl, sont en train de construire des fortifications. C'est la zone qui a beaucoup souffert après la catastrophe de 1986. Cela nous préoccupe beaucoup. Suite aux combats sur ces territoires contaminés, tous les systèmes de contrôle ont été détruits; ce qui nous préoccupe beaucoup. Aujourd'hui, nous avons un grand problème les convois humanitaires pour la ville de Slavoutytch. C'est très difficile de négocier, d'envoyer des convois humanitaires.

Deuxième chose, le site de Zaporijia qui est la plus grande centrale nucléaire du monde. Le personnel travaille maintenant dans des conditions difficiles sur le territoire de la station. Actuellement, il y a 50 véhicules militaires russes, 50 pièces d'équipements militaires russes et 600 militaires. Dans la ville d'Energodar, une ville à côté de la centrale, il y a 600 autres militaires. Nous sommes préoccupés, car vous comprenez, s'il arrivait quelque chose - car

c'est une centrale vraiment énorme - cela pourrait menacer non seulement l'Europe, mais aussi toute la Russie, y compris ses régions au-delà de l'Oural. Aujourd'hui, le personnel travaille sous le contrôle des militaires russes. Ils ont envoyé des travailleurs du nucléaire russes là-bas pour le contrôle et nous avons des problèmes avec la rotation du personnel pour faire respecter toutes les normes de leur travail. Aujourd'hui, je peux vous dire que nous essayons de trouver des possibilités pour aider la population de la ville d'Energodar. Nous essayons de tenir la situation sous contrôle, mais il y a des premières victimes, malheureusement, à la station nucléaire de Zaporijia.

YURI SAMOÏLOV, UNION LOCALE DE LA KVPU DE KRYVYĪ RIH

Merci. Merci beaucoup de m'avoir donné la parole. Je me trouve dans la ville de Kryvyi Rih. C'est une ville qui est assez proche de la ligne de front. Notre ennemi se trouve à quelque 20 ou 30 kilomètres d'ici et il se trouve à cinq kilomètres des grands sites industriels actuellement.

Toutes les entreprises fonctionnent. Nous savons qu'il faut continuer nos activités pour que l'économie du pays fonctionne. Mais ils lâchent des bombes sur des villages autour de la ville. Il y a beaucoup de maisons détruites, beaucoup de villages détruits. Et pour ce qui concerne les dangers chimiques, dans notre ville et autour de la ville, il y a beaucoup de citernes avec des composants chimiques. Si les missiles bombardaient ces citernes, il pourrait y avoir de nombreuses victimes.

Quelques mots aussi sur ce que l'on appelle des listes noires. J'ai entendu dire que les Russes ont créé des listes noires avec les noms de plusieurs dizaines de personnes, y compris les leaders syndicaux, les militants syndicaux de tous les syndicats en en faisant des personnes qu'il faut arrêter sur le champ.

Parfois, d'après ce que l'on m'a dit, ces personnes devaient être tuées sur-le-champ. Sachez qu'aujourd'hui, les soldats peuvent entrer dans votre maison, prendre votre téléphone portable et s'ils voient ce que vous avez «liké», vous faites des «posts» qui ne leur plaisent pas, ils vous tuent, donc ça arrive, ça arrive. Nous savons que si l'ennemi vient ici, nos familles auront peur. La situation pour nos familles serait terrible, nous allons donc lutter jusqu'à la fin. Je suis sûr que notre ville ne connaîtra pas le sort de Marioupol. Notre activité syndicale, ça veut dire aider nos membres qui sont sur le front. Nous devons aider les familles de ceux qui sont morts. Je sais que cette activité syndicale est menée un peu partout en Ukraine. Il est très important d'envoyer des convois humanitaires, d'apporter de l'aide humanitaire ou d'évacuer les femmes et les enfants pour les envoyer quelque part dans les lieux qui sont plus ou moins sécurisés; ce que nous faisons. Merci pour votre aide. Merci pour votre support. C'est vraiment très important de nous écouter pour obtenir l'information directement.

LESSIA SEMENIAKA, RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT INTERNATIONAL DE LA FÉDÉRATION DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE DE L'UKRAINE (FPU):

Nous savons que 70 % de l'énergie produite en France provient de l'énergie nucléaire et vous avez 56 réacteurs. L'Agence internationale de l'énergie nucléaire devrait crier sur tous les toits pour raconter ce qui se passe en Ukraine. Je ne comprends pas leur position. Nous leur donnons toutes les informations nécessaires. Mais nous nous sommes aperçus, il y a quelques jours, que cette organisation internationale était en train de distribuer de fausses informations écrites par des propagandistes russes de Rosatom. C'est pour cela que j'aimerais bien vous demander, vous, les Français qui comprenez l'importance

du nucléaire, d'être plus actifs au sein de l'Organisation internationale de l'énergie nucléaire parce que c'est un problème, un défi non seulement pour l'Ukraine mais pour toute l'Europe. C'est un défi pour le nucléaire partout dans le monde. La menace nucléaire est tout à fait réelle parce qu'il y a des militaires russes sur des sites nucléaires, mais ils ne comprennent pas où ils se trouvent, donc ils font exploser des bombes là-bas. Ils sont en train de creuser des tranchées dans des zones contaminées, pour y ériger des fortifications. Il y a encore une chose que j'aimerais bien demander à propos de l'Organisation internationale de la Croix-Rouge. Tout le monde a dit que, en fait, les Russes ont vraiment été sévères envers la population civile. Ils tirent sur des convois d'évacuation, ils tuent des enfants et des femmes qui font la file pour obtenir de l'eau et de la nourriture. L'Organisation internationale de la Croix-Rouge, au lieu d'aider l'Ukraine, ouvre une représentation à Rostov, en Russie. Nous comprenons que dans cette organisation, il y a pas mal de fonctionnaires russes. J'aimerais bien que vous fassiez un appel vers l'Organisation internationale de la Croix-Rouge pour qu'elle partage ses initiatives avec vous, pour qu'elle raconte ce qu'elle fait pour aider les réfugiés ukrainiens. Pour conclure, j'aimerais bien répéter que nous sommes vraiment très reconnaissants pour toute l'aide humanitaire que nous obtenons. Ce qui est important pour nous, c'est de recevoir des armes de combat et des armes de défense parce que les femmes et les enfants qui sont bloqués dans des villes assiégées n'ont pas besoin d'aide humanitaire. Mais nous avons besoin d'armes pour les libérer parce qu'il n'y a pas que des militaires qui sont tués. Les syndicats nous aident, les syndicats internationaux nous aident, mais ils ont toujours peur de demander des armes

pour nous. Ce que nous demandons, c'est d'obtenir des armes de défense pour protéger notre ciel.

ROMAN DATSKO, PRÉSIDENT DE L'UNION DES SYNDICATS DE LA RÉGION DE LVIV

J'aimerais bien profiter de cette occasion pour remercier nos frères et sœurs des syndicats dans les syndicats suisse, espagnol, polonais, lituanien, letton, slovaque, slovène. Ils nous ont déjà apporté leur aide.

Hier, nous avons déjà reçu 12 tonnes d'aide humanitaire en provenance d'Espagne. Maintenant, j'aimerais bien vous dire de quels produits et marchandises nous avons besoin. Je suis un des responsables de l'aide humanitaire dans la fédération. Notre organisation réunit 250 000 membres. Nous avons besoin de casques, de gilets pare-balles, de drones, de radios, d'équipement pour voir dans la nuit, pour détecter la chaleur. C'est très important pour nos militaires qui participent aux combats.

Chaque jour, nous devons donner refuge à quelque 5 000 personnes qui doivent être nourries trois fois par jour. Tous les produits alimentaires que nos amis, nos frères et sœurs européens nous envoient, sont très importants. Nous avons des listes de produits les plus urgents. Si vous me le permettez, j'aimerais bien vous faire parvenir ces listes. Nous avons également besoin de médicaments, de produits pharmaceutiques (produits antiseptiques, produits antidouleurs) mais aussi des couches pour les enfants et pour les adultes. Il y a beaucoup d'enfants et il y a aussi des bébés. Il y a des bébés qui ont besoin de nourriture, nous avons nos militaires qui ont besoin de vêtements. Toutes les formalités administratives pour recevoir de l'aide humanitaire pour faire le dédouanement sont plus ou moins réglées. Mais nous avons organisé des points de collecte en Pologne et ensuite nous organisons l'acheminement à l'aide de bus qui ont été fournis par les syndicats suisses. Nous allons les transporter

ensuite vers l'Ukraine. J'aimerais bien exprimer ma reconnaissance à tout le monde et gloire à l'Ukraine, gloire aux héros.

FRANÇOISE GENG, SECRÉTAIRE INTERNATIONALE DE LA CGT-SANTÉ ET VICE-PRÉSIDENTE D'EPSU

Je voudrais d'abord saluer l'ensemble de nos camarades ici présents et dire que c'est avec vraiment beaucoup d'émotion que nous entendons les difficultés, les monstrueuses difficultés auxquelles vous devez faire face et vous réitérer à toutes et tous notre solidarité. J'ai bien entendu Pierre qui disait que des camarades de la Fédération de la santé, y compris des représentants de médecins, étaient présents pour dire que nous sommes en tout cas disposés, comme nous l'avons déjà écrit, à écouter, à entendre les besoins primaires que vous avez, car nous le savons bien, nous qui sommes de la santé, que des besoins sont très particuliers en temps de guerre, notamment face à la médecine de guerre. On est vraiment à votre écoute et Pierre pourra se faire l'intermédiaire des besoins que vous exprimez. Nous avons évidemment déjà participé à la solidarité financière avec la CSI, mais il y aurait sûrement des choses supplémentaires que l'on pourrait faire et vraiment, je réitère que nous sommes en tout cas disposés à entendre ce dont vous avez besoin et on pourra aussi faire pression sur notre gouvernement afin d'obtenir des moyens qu'on pourrait vous faire parvenir. C'est une première chose. La deuxième, Olessia, excuse-moi si je ne prononce pas bien ton nom, a parlé tout à l'heure d'un sujet extrêmement important que sont les femmes, les femmes dans la guerre et elle a énoncé leur positionnement sur le sujet. Nous sommes une fédération comme vous dans la santé à 90 % féminine et donc évidemment, j'ai été très sensible à ce que tu disais. Ma question était peut-on aider sur la question du risque que tu as évoqué et qui est un

risque majeur, c'est-à-dire les femmes et les circuits du sexe et de l'exploitation des femmes? Comment peut-on aider, ici, en France? Est-ce qu'on peut s'organiser pour voir avec les associations féministes ici qu'elles soient vigilantes dans la prise en charge de ces femmes et dans leur parcours tout au long de leur séjour en France, de les protéger au mieux. Même si je pense que la meilleure protection, c'est de les inclure dans le travail, le travail normal, ce sont des femmes qui arrivent avec des compétences et on va essayer de veiller à cela.

OLESSIA BRIAZGOUNOVA

La chose la plus importante que les syndicats, les États et les gouvernements peuvent faire, ce sont les bénévoles, les volontaires aux frontières. Peut-être mettre les gens là-bas, où il y a beaucoup de réfugiés qui passent, et ensuite en lien avec le travail des bénévoles on pourrait émettre des brochures en ukrainien par exemple, pour qu'elles fassent attention.

Nous aussi, nous travaillons avec les organisations féministes qui ont leurs associations sœurs dans d'autres pays, c'est une question vraiment de travail sur place, donc d'explication aux réfugiés, aux femmes réfugiées, qu'elles peuvent être réfugiées sous protection internationale et recevoir de l'aide, de l'aide financière. On leur explique aussi la directive de l'Union européenne qui commence à être mise en place. Donc recevoir le titre de séjour d'un an et le permis de travail. Il y a effectivement de nombreuses femmes qui veulent travailler. Mais il ne faut pas qu'il y ait de la pression et pour qu'il n'y ait pas de risque d'exploitation et du dumping social, pour que les droits des travailleuses soient respectés. Évidemment, si ce n'est pas fait, il y aura aussi des conséquences sur le marché local et sur les gens sur place, sur les travailleurs locaux. Je sais qu'en Pologne, il y a déjà des programmes, des initiatives

à ce niveau-là, donc sur leur site, ils mettent des informations en ukrainien. Il y a aussi des bénévoles, des volontaires qui expliquent ce genre de choses aux femmes et donnent des informations de base sur les droits. Comment ne pas devenir une victime de la traite, de l'utilisation d'exploitation sexuelle? Ce sont des femmes qui n'ont pas d'argent, ce sont des femmes qui n'ont pas leurs affaires. Certaines ont leurs enfants avec elles, d'autres ont peut-être perdu leur famille. Il y a de nombreux enfants non accompagnés et s'ils n'ont plus de parents, ils seront remis à quelqu'un d'autre, à une autre femme à la frontière.

PIERRE COUTAZ

La situation de guerre rend très difficile le fait pour l'économie ukrainienne de fonctionner normalement. Qu'en est-il des salaires? Est-ce qu'ils peuvent continuer à être versés dans cette situation exceptionnelle? Quel est l'impact éventuel sur les régulations sociales ou le droit du travail, de la reconnaissance, même en temps de guerre, de l'absolue nécessité d'avoir des syndicats qui continuent à fonctionner? Est-ce que quelqu'un veut répondre à cette question qui a été exprimée par nos camarades de la CGT connectés?

GRIGORI OSOVI

Là où les entreprises fonctionnent, on parle d'infrastructures critiques, les salaires sont versés et c'est là où il n'y a pas de guerre que les gens continuent à travailler; ce n'est pas une grande partie de notre économie. On parle de 25 % de la force de travail, de la main-d'œuvre du pays qui peuvent continuer à fonctionner normalement et recevoir des salaires. Une autre partie de travailleurs peut travailler à distance et continue à exercer leur métier.

Les organisations, les institutions publiques, ont développé des recommandations concernant

l'organisation du travail et la rémunération dans ce cadre-là. Nous aussi, au niveau des syndicats, on a également émis un document concernant la manière dont on devrait s'organiser pendant cette guerre pour qu'on puisse continuer à travailler, notamment en ligne, à distance. Le plus important, c'est d'avoir des ordinateurs et Internet. On échange des informations avec nos différents collègues et on évalue syndicalement la manière dont cela se passe.

Pour ce qui est de l'analyse des projets de loi, qui sont gérés par la Rada [le parlement ukrainien], nous continuons à analyser et à travailler sur les lois des ministères et du gouvernement qui régulent les relations entre les travailleurs et l'État et les employeurs. Il y a donc 17 lois qui ont été analysées récemment et on avait quelques remarques concernant certains de ces projets. On a fait ce qu'on devait faire. Il y a quelques jours, le président de l'Ukraine a signé la loi concernant l'organisation des relations au travail pendant le temps de guerre. Ce projet de loi a été examiné pendant une journée. On a fait six observations, nous, les syndicats. Certaines ont été prises en compte, d'autres pas.

Nous allons continuer à préciser cette loi. Mais évidemment, c'est une loi temporaire. Pour l'instant, cette loi sera valable jusqu'au 24 avril 2022. On parle d'une semaine de travail de 60 heures, et par exemple, nous insistons sur la limitation de l'utilisation du temps de travail des travailleurs. Mais il y a des nuances. Si nous avions le temps, nous aurions peut-être pu travailler sur ce projet de loi d'une autre manière, mais on n'avait que 24 heures. On va faire passer l'expertise de cette loi par l'OIT pour voir à quel point elle est acceptable, même en temps de guerre.

Dans le mouvement syndical, quand on échange avec nos membres, on voit que des gens ne sont

plus payés. C'est catastrophique, surtout ce dernier mois. Mais tout ce qui a été versé à la Fédération, on l'a envoyé au Fonds de solidarité. L'argent de nos partenaires internationaux arrive aussi dans ce fonds. Ensuite on répartit cet argent dans des régions qui ont vraiment souffert, notamment à Soumy, à Kharkiv, à Donetsk et Lougansk, bien entendu. Puis on envoie aussi des choses à Marioupol, dans le sud, donc dans les oblasts de Nykolaev et de Kherson. Une partie a été versée aux syndicats qui sont dans les endroits qui accueillent beaucoup de réfugiés dans l'oblast de Transcarpatie et ailleurs.

Les syndicats de là-bas comprennent qu'ils vont recevoir beaucoup plus de gens alors qu'il y a déjà de nombreuses personnes. Alors, ils accueillent les réfugiés dans les différents bâtiments qui appartiennent aux syndicats, dans les écoles parfois. Cela nécessite une vraie organisation au niveau de l'hébergement, au niveau de la première aide médicale, au niveau du dispatching de toutes ces personnes. On a donc établi un QG pour gérer cela. On reçoit de l'aide humanitaire, mais aussi des aides financières pour les personnes qui ont souffert et qui ont tout perdu à cause de la guerre. Il y a vraiment beaucoup de boulot, beaucoup de requêtes, beaucoup de demandes, et nous estimons que ce qu'on fait aide notre peuple.

PIERRE COUTAZ

Il y a une question complémentaire, un peu de même nature qui a été posée avant. Y a-t-il des protections spécifiques, des mesures de défense civile qui sont mises en place pour protéger les usines et faire en sorte que celles et ceux qui sont amenés à continuer à devoir y travailler puissent être protégés des éventuelles conséquences militaires du conflit? Il y a une autre question que je vous la livre également et je vous invite à vous inscrire pour y répondre. Y a-t-il des besoins spécifiques en termes

de communication, notamment dans les territoires occupés et pour les personnes qui ont été obligés de fuir le pays et qui ont toujours des proches en Ukraine? Besoin de communication je pense, en termes de téléphonie par exemple. La question est posée par nos camarades de la Fédération des activités postales et de télécommunication (FAPT-CGT).

LESSIA SEMENIAKA

C'est une question très importante. Et quand l'Ukraine a demandé de fermer le ciel, beaucoup de collègues à l'étranger ne comprenaient pas. Qu'est-ce que cela voudrait dire fermer le ciel? Tout d'abord, la *no fly zone*. C'est un système qui va protéger contre les missiles balistiques et contre l'artillerie, donc tout ce qui tombe du ciel. C'est cela la fameuse protection aérienne.

On a envoyé une initiative à l'AIEA en demandant de fermer le ciel au-dessus des centrales nucléaires et d'autres entreprises industrielles importantes. C'était vraiment cette demande qui était prioritaire. On voudrait être défendu du point de vue aérien parce que les bombes, les missiles qui tombent sur nos têtes ont une portée de 2600 kilomètres et peuvent tout détruire comme une entreprise chimique ou une entreprise de pétrochimie. Et ici, on voit une menace claire non seulement nucléaire, mais également des catastrophes chimiques, technologiques. C'est quelque chose qui est vraiment réel, que ce soit à Tchernihiv, à Soumy, dans la banlieue de Kyiv. Les raffineries sont en feu et il y a de l'azote et de l'ammoniac qui s'échappent dans certaines régions.

Sur la communication, je voudrais juste vous rappeler que quand la pandémie est arrivée, on est petit à petit passé à ce travail en ligne et à distance et donc on a créé certaines règles dont on a besoin aujourd'hui. Évidemment, c'est la téléphonie mobile dont on a besoin c'est-à-dire tous les dispositifs et les matériels

nécessaires. Les ordinateurs, les tablettes... et la communication bien entendu. Mais là, tout dépend du fait que le terrain soit occupé ou pas. Sur le territoire occupé, l'ennemi fait tout pour détruire les fournisseurs internet et donc les différentes infrastructures qui permettent de communiquer. On a essayé de rétablir notamment la communication à Zaporijia, à Ivankiv, pas loin de Tchernobyl. Il y a des gens qui travaillent à Tchernobyl et ils viennent de Ivankiv. Ils habitent tous là et cela fait un mois que les Russes sont entrés dans les rues, qu'ils ont coupé les communications et on n'a pas d'informations sur ces gens qui habitent à Ivankiv et dont la plupart travaille à la centrale nucléaire de Tchernobyl. Quand on parle du monde moderne, évidemment, si on n'a pas de connexion, on ne peut pas recevoir l'argent, on ne peut pas envoyer de l'argent dans d'une banque à une autre. Cette guerre n'est pas seulement une guerre sur terre, c'est aussi une cyberguerre.

OLESSIA BRIAZGOUNOVA

Très brièvement. Évidemment, on a des problèmes de communication et comme Lessia, ma collègue, l'a dit, on n'est pas toujours connecté avec nos militants, nos collègues qui sont dans les villes temporairement occupées. On est très inquiets. La communication est essentielle on n'a pas assez de talkies-walkies. Mais ce que je voudrais dire, c'est que nos bénévoles, nos volontaires aident à faire des tranchées, travaillent vraiment pour protéger leur ville. Même si on ne peut pas se protéger du point de vue aérien, les gens travaillent sur terre pour défendre les villes.

Si on parle des travailleurs médicaux, du domaine médical, eux aussi ont besoin de gilets pare-balles. Souvent, cela est un problème. Parce que même s'ils ne sont pas militaires, ils doivent être défendus, comme les journalistes notamment. Mon syndicat utilise aussi les fonds pour acheter ces équipements

militaires. En ce qui concerne les migrants, on a cette pratique où le fournisseur de téléphonie ouvrait gratuitement le roaming pour les opérateurs ukrainiens. C'était en Pologne. C'est une belle expérience. Ce serait bien de pouvoir répandre cela à d'autres pays de l'Union. Parfois les gens arrivent sans rien, ils n'ont plus d'appartement, ils n'ont rien sur les banques donc c'est un grand problème aussi.

On prend les téléphones mobiles des déportés en Russie; c'est vraiment inquiétant. Les gens disparaissent et il pourrait leur arriver n'importe quoi.

OLEXANDRE RYABKO

Chers collègues. Vous avez posé des questions concernant la défense des entreprises. Dans mon intervention, je dis que les usines de Azovstal, du côté de Marioupol, sont détruites.

À Mykolaïv, c'est aussi une partie d'une usine qui a été détruite, avec les missiles qui venaient de la mer Noire et aussi l'usine d'Avdiïvka. On évacue les travailleurs et leurs familles en Ukraine occidentale. Comment se défendre? Bien sûr, il faut fermer le ciel, on n'était pas préparé à cette guerre et notre défense antiaérienne est faible. C'est notre point faible. On demande à l'OTAN, à l'Europe de fermer le ciel, de créer des no fly zone. Il y a des systèmes chez nos partenaires qui pourraient nous aider à le faire.

Mais la Russie, malheureusement vis-à-vis de l'Ukraine, utilise des armes destructives. Ils ont dit récemment qu'ils avaient utilisé un missile hypersonique, qui n'est pas interceptable et qui va à la vitesse de 6 000 kilomètres/heure. Une bombe thermique a également été utilisée récemment en Ukraine. C'est un missile aérosol, qui, une fois explosé, fait que l'air au sol est dispersé et arrive dans tous les bâtiments. Le diamètre de l'explosion peut atteindre 50 mètres. On peut imaginer ce qu'une seule bombe peut faire. Il y a aussi d'autres types de bombes qui

font brûler les métaux. Il y a milliers de missiles qui arrivent jusqu'aux territoires ukrainiens. C'est pour cela qu'il est très important pour nous de fermer le ciel et c'est comme cela que l'on va pouvoir gagner plus rapidement.

PIERRE COUTAZ

Y a-t-il des mouvements de grève et de protestation, notamment au Bélarus ou en Russie? Pour la Russie, malheureusement, ce n'est pas possible d'avoir la réponse. Au Bélarus, on avait été très actifs dans le soutien au mouvement social et politique au Bélarus. Ce qui nous intéressait, c'étaient les grèves, notamment avec les occupations d'usines au cours de l'été 2020. Nous n'avions pas ménagé notre soutien, en particulier au BKDP, l'un des principaux animateurs de ces grèves. D'ailleurs, on n'en serait pas là sans doute aujourd'hui si Loukachenko avait quitté le pouvoir à ce moment-là, conformément à la volonté d'une très grande majorité du peuple du Bélarus. Je te passe la parole Alexandre pour savoir les marges de manœuvres contraintes qui sont les vôtres aujourd'hui. Quel est en fait le niveau de mécontentement? Est-ce qu'il y a une chance de voir un mouvement de grève empêcher par exemple la machine de guerre de passer par le Bélarus?

ALEXANDRE YAROSHUK

Il y a deux jours, Chatham house, une des rares organisations capables de produire des études sociologiques fiables sur le Bélarus, a publié des données encourageantes. Seuls 3 % des Biélorusses soutiennent l'idée de l'intervention militaire directe du Bélarus en Ukraine aux côtés de la Russie. Chatham House réalise ses sondages en ligne à travers les réseaux sociaux et plutôt parmi la population urbaine. Il faut bien entendu un coefficient de correction, car les habitants de campagne sont plus conservateurs.

Les dernières actions de protestations se sont tenues le 27 février. C'était le jour de ce soi-disant référendum, organisé par le régime de Loukachenko en pleine occupation russe. Nous subissons une occupation très dure, soit dit en passant. Je me suis rendu à ce référendum et cela aussi était une sorte de promenade au bord du précipice. En votant j'ai dit «Vive le Bélarus» [mot d'ordre de ralliement de l'opposition biélorusse]. J'ai inscrit sur le bulletin «Non à la guerre! J'exige le retrait des troupes d'occupation russe du Bélarus!». Puis je l'ai photographié et posté dans Facebook. Je vous parle en ce moment en direct de nos locaux syndicaux. Vous voyez nos insignes rouges et blancs. Je teste tout le temps les limites de ce qui est autorisé et ce qui ne l'est pas. Le BKDP a sa propre histoire de relations avec le régime en place. Vous savez, les autorités biélorusses ont toujours eu peur et ont encore peur que l'OIT mobilise l'article 33 à leur rencontre.

Depuis le 24 février, nous sommes entrés dans une nouvelle époque. Nous nous confrontons désormais à notre destin. Les sanctions qui sont mises en œuvre vont durer jusqu'à la destruction des économies russes et biélorusses. Je n'ai pas de doute à ce sujet. Il n'y a pas d'autres solutions possibles. Car le fascisme doit être écrasé. Le Bélarus vit une double occupation. Une occupation russe et une occupation par le régime de Loukachenko. Pourquoi Loukachenko a peur d'envoyer des troupes en Ukraine? Il y a, comme je l'ai déjà dit, un faible niveau de soutien à une telle décision (seulement 3 %). Mais le plus important est que s'il entre en guerre, il doit y envoyer des troupes en capacité de combattre (des troupes spéciales, des détachements, des policiers). Mais s'il le fait, il restera sans protection au pays. Il n'y aura personne pour le défendre si le peuple se soulève. Il a peur de perdre ainsi le pouvoir.

Suite aux mouvements de protestation du 27 février lors du référendum plus de 1 000 personnes ont été arrêtées. Les syndicalistes sont arrêtés sous n'importe quel prétexte. Le pouvoir a peur de toute dissidence et mène constamment des actions de répression. Dans ces conditions, il est difficile d'envisager des actions de protestation ou encore des grèves. Nous pouvons juste affirmer que les processus en cours ne peuvent pas être inversés. Les sanctions économiques produiront à terme la paupérisation de la population. J'ai déjà eu l'occasion d'écrire sur ce sujet. Nous allons connaître la baisse de niveau comme dans les années 1990. Nous pouvons même dégringoler vers les années 1950. Tout ceci paraît réaliste. Par ailleurs, nous allons, sans aucun doute, vivre le processus de la dénazification. Il faut y être prêt car la méthode qui a été appliquée à l'Allemagne à l'issue de la deuxième guerre mondiale sera nécessaire pour la Russie et le Bélarus après les décennies que nous avons vécues.

À mon grand regret, je dois également citer d'autres chiffres. 30 % des Biélorusses soutiennent la Russie dans cette guerre et seulement 20 % soutiennent l'Ukraine. Ceci découle directement du choix opéré par les Biélorusses en 1994 quand ils ont voté pour le régime actuel. Cela découle également des décennies de propagande biélorusse qui n'a rien à envier à la propagande russe. La télévision montre la ville de Kharkhov et annonce que cette ville a été bombardée par les nationalistes ukrainiens, des bandéristes, pour accuser la Russie. Vous pouvez imaginer nos sentiments, les sentiments des gens normaux qui alertent depuis des années sur la situation ici. Pendant des années Loukachenko a été présenté comme le dernier dictateur d'Europe. Nous ne cessons de répéter : Loukachenko – c'est la guerre. C'est un instigateur de conflits, de guerre. C'était une menace réelle.

Depuis le 24 février, nous sommes tous embarqués dans un mouvement sans retour. Nos amis, nos frères en Ukraine en payent déjà le prix fort. Le prix de notre libération, de la libération du Bélarus et de la Russie, sera également élevé. Quelle sera la finalité ? Combien de temps cela prendra-t-il ? Nous n'avons pas de réponse à ces questions aujourd'hui.

Mais je suis intimement convaincu que l'Ukraine résistera. Nous plaçons nos espoirs en Ukraine. Ceux qui se battent là-bas défendent aussi le monde de la menace fasciste qui est bien réelle. La menace de la guerre nucléaire est bel et bien réelle. Il faut aussi en parler et comprendre que cette éventualité est bien réelle.

BORIS PLAZZI, MEMBRE DU BUREAU CONFÉDÉRAL DE LA CGT

Je voudrais remercier encore très particulièrement les camarades ukrainiens de la FPU, de la KPVOU et du BKDP. Merci pour le temps qu'ils ont consacré, malgré les difficultés auxquelles ils ont dû faire face pour se connecter aujourd'hui. Vraiment, un chaleureux remerciement, un fraternel remerciement. On a besoin de vous entendre. On a besoin d'entendre ces voix qui viennent de Biélorussie, de ces voix qui viennent d'Ukraine. On essaye d'imaginer ce que vous vivez. Les témoignages que vous nous avez fournis ce matin ont été poignants, forts, on était dans l'émotion, jamais dans le pathos, mais toujours dans l'émotion et dans la fraternité. En tout cas, vous avez fait des témoignages et des demandes de soutien, de solidarité qu'on a très, très bien entendu, j'en suis persuadé. Elles ont été très claires.

On va essayer, mais vraiment, on va essayer de justement pouvoir répondre aux demandes, à toutes les demandes qui ont été formulées, sur le matériel médical, sur les denrées alimentaires, les couches pour les enfants, les vêtements... Enfin, tout ce que

vous avez évoqué. On va faire de notre mieux, pour collecter et puis pour acheminer tout ce matériel dont vous avez besoin.

Dans l'urgence, on va continuer aussi à faire pression sur les entreprises multinationales, sur les commerces, les entreprises de commerce qui sont installés en Russie, les entreprises françaises qui continuent à y faire du business, qui continuent à faire des profits, à profiter aussi quelque part de cette guerre. On va continuer avec nos syndicats CGT, nos fédérations CGT à faire pression sur ces entreprises françaises installées notamment en Russie. Je crois que notre conférence de ce matin était en quelque sorte une première. [...].

Parce que c'est la fraternité, c'est la solidarité. C'est aussi pour nous, quelque part, apporter notre petite pierre à l'édifice pour aider ce peuple ukrainien, ces travailleurs ukrainiens en lutte, et même plus que cela, en guerre contre un agresseur qui reste

le régime de Poutine. Je ne serai pas plus long, vous avez dit l'essentiel, me semble-t-il. Je remercie aussi les syndicats hors de la CGT. Je pense à la FSU, à Solidaires, enfin les syndicats qui étaient présents ce matin avec nous. On a aussi ces liens de fraternité qui nous unissent avec les organisations syndicales françaises, autres que la CGT, qui étaient présentes aujourd'hui. [...].

Depuis le début du conflit, on dit deux choses: on dit paix en Ukraine, liberté en Russie et en Biélorussie. Je souhaitais conclure avec ces quelques mots et encore toute notre sympathie, notre fraternité, notre solidarité en direction de nos camarades ukrainiens et biélorusses et aussi tous ceux et celles qui luttent en Russie pour leur liberté, pour l'arrêt immédiat de cette guerre.

25 MARS 2022

Note de l'Espace international de la CGT



## BÉLARUS

# ARRESTATION DE DIRIGEANTS SYNDICAUX

RÉSEAU SYNDICAL INTERNATIONAL DE  
SOLIDARITÉ ET DE LUTTES

La répression contre les syndicats libres au Bélarus s'est sérieusement intensifiée. Hier, 19 avril, la direction de la confédération du Congrès biélorusse des syndicats démocratiques (BKDP) a été arrêtée: le président Aliaksandr Yarashuk et le vice-président Siarhei Antusevich du BKDP, ainsi que le président du syndicat libre biélorusse (SPB), Mikalaj Sharakh. Ces arrestations interviennent alors que le BKDP a exprimé une forte opposition à l'invasion de l'Ukraine par la Russie et que l'un de ses syndicats, le syndicat Bélarus des travailleurs de l'industrie radioélectronique (REP), a été considéré au début du mois par le régime comme une organisation «extrémiste».

Une perquisition dans le bureau du BKDP à Minsk a eu lieu aujourd'hui par le KGB. Des perquisitions ont eu lieu aux domiciles de Yarashuk et Antusevich. Des ordinateurs, des cartes flash, des documents personnels, des passeports, des cartes bancaires leur appartenant et appartenant aux membres de leur famille, des cartes SIM d'opérateurs mobiles étrangers, des drapeaux de syndicat, tout ce qui porte des rubans blanc-rouge-blanc [symbole de l'opposition réprimée], des tasses, des drapeaux, des symboles, des tracts et même des livres. Les téléphones portables de tous les employés du bureau du BKDP: avocat, secrétaire international et responsable de l'équipe média ont mis hors d'état de fonctionner. L'une des employées du bureau a été emmenée pour interrogatoire après la fouille de son appartement.

Le président du Syndicat libre biélorusse (SPB), Mikalaj Sharakh, a également été arrêté alors qu'il se rendait à vélo à une audience du tribunal de Polotsk, et sa maison et son appartement ont été fouillés. [...]

20 AVRIL 2022

CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

Dans la nuit du mardi 19 au mercredi 20 avril, notre camarade Alexandre Yarashuk a été arrêté par le KGB du Bélarus, la police politique du régime de Loukachenko. Des dizaines d'autres militants syndicalistes du BKDP seraient également arrêtés, dans une vague de répression qui touche également les membres de leurs familles!

La CGT demande la libération immédiate d'Alexandre, figure incontournable du syndicalisme indépendant du Bélarus [...]. Le 29 mars dernier, Alexandre lançait un vibrant et courageux appel en faveur de la paix dont voici des extraits:

«Peu de pays dans le monde ont connu dans leur histoire des guerres aussi meurtrières que nous. Nous devons tout faire pour retrouver notre dignité, pour que le Bélarus ne soit jamais considéré comme un agresseur militaire. Et qui d'autres que nous le fera? [...] Moi, président du Congrès biélorusse des syndicats démocratiques Alexandre Yaroshuk, je m'adresse à vous. La guerre de la Russie en Ukraine n'est pas notre guerre. Nous pouvons l'arrêter, nous devons l'arrêter! La majorité absolue des Biélorusses, 97 %, ne veulent pas que la Biélorussie participe à la guerre en Ukraine! Nos descendants

ne nous pardonneront pas notre silence au moment le plus critique de notre histoire! N'ayez peur de rien ni de personne! Il est difficile d'imaginer pire que ce qui nous arrive aujourd'hui. Jamais et nulle part au monde la demande de mettre fin à la guerre n'a été un crime! [...]

Exigez sur vos lieux de travail, au nom des collectifs de travail: non à la guerre, non à la participation de la Biélorussie à celle-ci! Exigez l'interdiction d'envoyer des troupes biélorusses en Ukraine, exigez le retrait des troupes russes de notre pays! Faisons-le maintenant, faisons-le aujourd'hui! Parce que demain, il sera trop tard! Parce que demain pour les Biélorusses ne viendra peut-être jamais!»

Le BKDP, syndicat dont la création est très étroitement liée à l'exercice effectif du droit de grève et à sa contestation par Loukachenko a pris une part active à



Aliaksandr Yarashuk, président de la confédération du Congrès biélorusse des syndicats démocratiques (BKDP).

l'explosion sociale qui a suivi l'élection présidentielle de 2020. Ses militants ont animé un grand nombre de comités de grèves et plusieurs de ses dirigeants, dont Aliaksandr Yarashuk, ont piloté le comité national de coordination des grèves.

Le BKDP et la CGT entretiennent d'anciennes et fructueuses relations de fraternité et de solidarité. Aliaksandr a participé au 50<sup>e</sup> congrès de la CGT à Toulouse et son organisation a pris une part très active dans notre Forum sur les transitions écologiques et sociales en juin 2021.

La CGT demande au gouvernement français d'intervenir sans délais pour exiger sa libération et de placer Aliaksandr Yarashuk sous la protection de sa diplomatie sur place.

